



PRÉVENIR LA RADICALISATION AUPRÈS DES JEUNES DE 15-25 ANS : GUIDE À L'USAGE DES ÉQUIPES D'ANIMATION

.....

QU'EST-CE QUE LE CIPDR ?

Le SG-CIPDR (Secrétariat Général du Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation) a pour mission **l'animation, la coordination et le soutien financier** des politiques de prévention de la délinquance et de la radicalisation. Depuis le 6 mai 2016, le SG-CIPDR est une prolongation du CIPD qui avait été créé par décret en janvier 2006 pour l'animation interministérielle de la politique de prévention de la délinquance et qui a été doté du Fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD) pour financer les actions conduites sur le terrain.

Il fixe les orientations de la politique gouvernementale et veille à sa mise en œuvre, via notamment la gestion du FIPD. Afin d'assurer la cohérence des politiques mises en œuvre, le SG-CIPDR mène son travail de prévention autour des préfectures et suivant une logique partenariale, avec les acteurs locaux, au premier rang desquels les collectivités territoriales et les associations.

Plus d'informations :
<https://www.cipdr.gouv.fr>

ÉDITO

La radicalisation s'est affirmée en France comme une menace durable pour la sécurité et la cohésion sociale de notre pays. Face à ce constat, l'État s'organise. En 2014, le numéro de signalement est créé : 0800 005 696 (il est toujours d'actualité). Il permet à ceux qui s'inquiètent d'un possible embrigadement d'être écoutés, conseillés et orientés par des personnels formés. Depuis 2015, une politique publique diversifiée et partenariale est mise en place pour prévenir la radicalisation. Cette politique se décline dans le Plan National de Prévention de la Radicalisation, présenté le 23 février 2018 par le Premier ministre et dont un premier bilan a été fait le 11 avril 2019 à Strasbourg.

Ce plan, intitulé « Prévenir pour protéger », est constitué de 60 mesures et vise notamment à développer la prévention auprès de la jeunesse, à l'école et hors de l'école. Les services de l'État sont bien sûr mobilisés, mais ils ne peuvent agir seuls. La mobilisation des acteurs de terrain est essentielle, et en particulier des acteurs éducatifs – enseignants, travailleurs sociaux, médiateurs, animateurs jeunesse... Ils sont, de par leur présence sur le terrain au plus près des publics vulnérables, un échelon de détection, mais sont aussi les plus à même de porter des actions adaptées de prévention pour éviter qu'ils ne se radicalisent.

Pour autant, aborder ce sujet avec les jeunes n'est pas chose facile. C'est pourquoi le comité interministériel repère des expériences locales susceptibles de constituer des bonnes pratiques et encourage la formation d'un réseau de femmes et d'hommes engagés comme ceux de la Ligue de l'enseignement, en mettant à leur disposition des outils pratiques.

Issu de cette démarche, ce guide pratique est à votre disposition pour vous accompagner dans la mise en œuvre d'actions de prévention de la radicalisation. Au-delà du nécessaire apport théorique sur la radicalisation, il présente des exemples concrets d'actions qui ont été menées, et liste également des supports vidéos, théâtraux ou ateliers pédagogiques sur lesquels s'appuyer. Il vous permettra également de vous adresser aux bons relais sur les territoires.

Prévenir pour protéger face à la radicalisation est l'affaire de tous.

Le CIPDR

SOMMAIRE

INTRODUCTION

PAGE 5

1^{ÈRE} PARTIE :

QU'EST-CE QUE LA RADICALISATION ?

PAGE 6

2^{ÈME} PARTIE :

DEUX EXEMPLES D'ACTIONS DE PRÉVENTION DE LA RADICALISATION

PAGE 14

ACTION 1 : HUMAINS EN ÉTAT DE MARCHÉ

PAGE 15

ACTION 2 : DANS MON PAYS

PAGE 26

GLOSSAIRE

PAGE 38

BIBLIOGRAPHIE

PAGE 39

ANNEXES

PAGE 40

INTRODUCTION

Dans un contexte où des adolescents et de jeunes adultes sont tentés par la voie de l'extrémisme violent et du fanatisme, il est essentiel de déployer une politique de prévention de la radicalisation globale pour lutter efficacement contre certains facteurs de risques. Cette démarche doit ainsi nécessairement associer tous les acteurs éducatifs pour être efficace : enseignants, représentants associatifs mais également éducateurs et animateurs.

Lors de la conception de ce guide, il est apparu qu'il existait encore peu d'initiatives portées par le milieu de l'animation sociale, éducative et culturelle sur cette thématique. Or le temps extrascolaire demeure un cadre de dialogue privilégié avec les jeunes ; il est donc essentiel de l'investir pour renforcer ce travail préventif et d'outiller les équipes dans cette optique.

Ce guide a donc été conçu pour les animateurs souhaitant mener ce type de projets auprès des jeunes qu'ils accompagnent. Il met en lumière deux initiatives menées au Havre et à Strasbourg, s'inspirant des pédagogies de l'éducation populaire (participation active des jeunes à chaque étape et développement d'une conscience critique).

Dans une première partie, nous vous proposons une définition du processus de radicalisation grâce aux éclairages de trois universitaires : Mariette Darrigand, sémiologue ; et deux spécialistes de la thématique, Elyamine Settoul, sociologue et Séraphin Alava, spécialiste en sciences de l'éducation.

La seconde partie de ce guide vous invite à découvrir ces deux projets développés dans des contextes différents. Ces derniers ont suscité l'adhésion et l'implication des jeunes participants et ils ont permis de créer des outils de prévention de qualité, mobilisables dans d'autres contextes socio-éducatifs :

- « **Humains en état de marche** » porté par la compagnie Le Temps Qui Sèche. Quinze volontaires de 18 à 25 ans de la Mission Locale du Havre (76) ont conçu dix affiches de sensibilisation après avoir effectué un travail de réflexion sur ce thème.
- « **Dans mon pays...** » : initié par la Mission Participation et engagement des jeunes de la Ville de Strasbourg. Trente-huit adolescents de 13 à 15 ans engagés dans le Conseil des Jeunes ont réalisé une vidéo pour aborder la thématique sous l'angle du contre discours.

Ces deux initiatives seront décryptées en détail dans ce guide.

À retrouver également en dernière partie : un glossaire et une bibliographie pour approfondir vos connaissances sur le sujet.

1ÈRE PARTIE : QU'EST-CE QUE LA RADICALISATION ?

Dans cette partie, les interviews des experts sont retranscrites dans leur intégralité. Elles ne reflètent pas nécessairement la position de la Ligue de l'enseignement.

Mettre en place des actions de prévention nécessite de commencer par bien définir le terme. Qu'entend-on par « radicalisation » ?

La définition la plus communément partagée est celle donnée par le sociologue Farhad Khosrokhavar : « Par radicalisation, on désigne le processus par lequel un individu ou un groupe adopte une forme violente d'action, directement liée à une idéologie extrémiste à contenu politique, social ou religieux qui conteste l'ordre établi sur le plan politique, social ou culturel. » On considère donc comme radicalisée une personne qui soutient ou organise une action violente au nom d'une idéologie religieuse, politique ou sociale.

Depuis les attentats de 2015, le terme est essentiellement associé à la violence djihadiste. Le site gouvernemental <http://www.stop-djihadisme.gouv.fr/>, précise que « la radicalisation djihadiste est portée par la volonté de remplacer la démocratie par une théocratie basée sur la loi islamique (la charia) en utilisant la violence et les armes. Elle suppose donc l'adoption d'une idéologie qui donne un cadre de vie et des repères guidant l'ensemble des comportements. Les personnes radicalisées divisent les hommes et les femmes en deux catégories : ceux qui adhèrent à leur cause et ceux qui ne la partagent pas et sont, à ce titre, appelés à mourir ».¹

© Droits réservés



**LE REGARD DE
LA SÉMIOLOGUE
MARIETTE
DARRIGRAND :
« TROUVER SA
PLACE DANS LA
GRANDE FRESQUE
DU MONDE »**

Mariette Darrigrand est sémiologue et dirige le cabinet « Des faits et des signes » spécialisé dans l'analyse des discours médiatiques. Chargée de cours à Paris 13, elle intervient régulièrement dans les médias. C'est une observatrice du langage qu'elle décortique et qu'elle analyse pour étudier les réactions sensorielles et émotionnelles autour d'un phénomène.

« La radicalisation est un processus comportemental psycho-affectif. Ce n'est pas un état définitif. Si on prend l'étymologie latine du mot, on a *radix*, la racine. À l'origine, c'est donc un désir, une pulsion de vie, un élan, un appel au monde. La racine part du bas pour aller vers le haut, c'est un désir ascensionnel.

Mais la radicalisation est également le retour à l'origine à laquelle on accorde beaucoup d'importance : c'est la source d'où je viens en tant qu'être humain, donc c'est nécessairement fondamentaliste, c'est un retour vers l'origine de soi, c'est-à-dire l'archaïsme.

Partir faire le djihad, c'est donc chercher la grandeur de soi à partir d'une posture liée à cet archaïsme. C'est se demander : où ai-je ma place, quelles sont mes missions ? Qui va me donner un ordre ? Plus que la liberté, on recherche une identité.

Pour empêcher ce repli sur soi, pour agir, il faut proposer des choses sensibles et voir comment la personne se projette dans le monde.

C'est cela qui justifie une vie, on ne peut pas vivre sans cette place.

Donc offrir un contre discours, c'est donner une autre fresque du monde où chacun peut trouver sa place. Pour cela, il est important de combiner l'*arkhé* (l'origine) et le *télos* (la finalité). C'est donner à tous l'envie d'aller quelque part et de trouver sa place. »

¹ <http://www.stop-djihadisme.gouv.fr/radicalisation/explication-du-phenomene/radicalisation-djihadiste-quest-ce-que-cest>



ELYAMINE SETTOUL : « DAECH EST VAINCU MILITAIREMENT MAIS RESTE PUISSANT DANS LES ESPRITS »

Sociologue, maître de conférences au Conservatoire national des arts et métiers, Elyamine Settout est titulaire d'un master de science politique spécialisé sur le monde musulman et docteur en science politique de l'Institut d'Études Politiques de Paris. Chercheur associé à l'Institut de recherche stratégique de l'école militaire (IRSEM), ses recherches s'articulent autour des transformations sociologiques et institutionnelles des armées, la gestion de la diversité ainsi que les phénomènes de radicalisation et de djihadisme.

Depuis les attentats de 2015 sur le sol français et suite au départ de près de 2 000 djihadistes en Syrie, la France a hissé les phénomènes de radicalisation djihadiste au sommet de la hiérarchie des menaces. Elyamine Settout nous donne quelques clés indispensables de compréhension...

Comment analysez-vous les phénomènes de radicalisation observés depuis plusieurs années ?

D'abord, il faut revenir sur les termes. **Quand on parle de radicalisation, on parle bien d'un phénomène qui mène à la violence.** On peut avoir une pratique rigoriste de la religion sans enfreindre les limites de la loi.

De plus, les phénomènes de radicalisation ne se cantonnent pas à l'islam. Toutes les religions ont connu des dérives radicales. Et au-delà, les mouvements *pro-life* aux États-Unis, les indépendantistes basques, bretons ou corses, les tenants de l'éco-terrorisme, etc. peuvent tous être qualifiés de radicalités.

Le débat français s'est polarisé autour d'une polémique sur la dimension religieuse, ou non, du phénomène djihadiste. On retient principalement les thèses de trois sociologues.

Ainsi, Gilles Kepel interprète ce phénomène comme la résultante d'une « radicalisation de l'islam » c'est-à-dire une pratique rigoriste de l'islam poussée à l'extrême. À l'inverse, Olivier Roy parle de « l'islamisation de la radicalité » c'est-à-dire que c'est d'abord la fascination pour la mort qui motive ces jeunes, la religion n'étant qu'un prétexte. Chez Farhad Khosrokhavar enfin, la radicalisation djihadiste résulte souvent d'une sacralisation de la haine.

Il n'y a cependant pas qu'un seul motif de radicalisation, c'est une mosaïque de différents profils. Ce qui est à retenir, c'est qu'il s'agit toujours d'un processus. On ne devient pas radicalisé du jour au lendemain. C'est comme un escalier dont on monte les marches une par une, de façon assez anodine, mais chaque marche montée rend le retour en arrière plus difficile.

On aurait tendance à penser que ce sont les quartiers populaires qui sont touchés en premier... qu'en dites-vous ?

La variété des profils sociologiques des combattants français partis rejoindre Daech est un élément frappant. Daech a su développer une communication parfaitement rodée pour attirer un large spectre d'individus, issus de différents milieux sociaux, convertis ou non. D'une certaine manière, ses spécialistes de la communication se sont appropriés le célèbre slogan d'une enseigne de restauration rapide « venez comme vous êtes » et l'organisation se chargera du reste.

Si le profilage demeure difficile, il est néanmoins possible de recenser de grandes caractéristiques sociologiques ainsi que des pôles de motivations.

Les analyses sociologiques réalisées sur 265 djihadistes français décédés en Syrie et en Irak montrent que 52% étaient issus de l'immigration et 56 % provenaient de quartiers prioritaires. L'âge moyen de ces combattants était de 28 ans et 48 % d'entre eux étaient défavorablement connus des services de police (délinquance...).

L'Unité de coordination de lutte antiterroriste (UCLAT) note une forte proportion de jeunes cumulant plusieurs types de difficultés : échec scolaire, difficultés économiques, problématiques familiales, etc. Les études auxquelles j'ai participé depuis 2015 me conduisent à identifier six grands types de motivations. Elles sont de natures humanitaire, religieuse, politique, romantique/maritale, féministe post-régressif et enfin relevant de la quête identitaire. Ce post-féminisme « idéalise la virilité masculine de celui qui s'exposerait à la mort et qui, dans cet affrontement, se montrerait viril, sérieux et sincère ». Les jeunes filles et femmes concernées vont trouver dans l'accomplissement de ce projet ce que les sociétés ne leur fournissent pas ou plus, c'est-à-dire un monde social où les rôles masculins et féminins sont parfaitement codifiés.

Comment les jeunes se radicalisent-ils ?

Avant, les jeunes se radicalisaient fréquemment via les mosquées ou les prisons. La rencontre était principalement physique. Aujourd'hui, cela se fait beaucoup par le biais d'internet et des réseaux sociaux. Daech a parfaitement compris le pouvoir de la communication.

La génération attirée par Daech est passionnée par les jeux vidéo – et les techniques de recrutement sont calquées sur ces jeux, ils en reprennent les codes esthétiques.

Les jeunes radicalisés ont le plus souvent une très faible connaissance de la religion et de la langue arabe. Ils sont surtout fascinés par la violence, l'héroïsme, le nihilisme qui les poussent à vivre sans valeurs et dans l'instant.

Quand on analyse les parcours, la religion est revendiquée mais inexistante. Elle est d'avantage un vernis qu'une structure. Cette pulsion de violence se retrouve ailleurs. On pourrait faire une comparaison avec les tueries aux États-Unis. Je ne vois pas de différence fondamentale entre des adolescents qui ouvrent le feu dans une université et ceux qui ont pris une kalachnikov le 13 novembre pour tuer des Parisiens en terrasse. La religion agit comme un catalyseur. C'est, comme le dit Olivier Roy, la dernière idéologie sur le marché.

On voit aussi une vraie rupture inter-générationnelle entre parents et jeunes. Les non-dits jouent beaucoup dans l'engagement radical des jeunes. Les

jeunes français d'origine algérienne, par exemple, peuvent reprocher implicitement à leurs parents d'avoir quitté leur pays au moment de la décolonisation pour subir une autre forme de domination en France. Certains reprochent aussi beaucoup à leurs parents un islam « folklorique », trop léger, et veulent aller vers un islam qu'ils considèrent comme plus pur et plus vrai.

La force de Daech est d'avoir réussi à capter tous ces profils très différents. Daech promet de l'adrénaline à ceux qui veulent du combat, donne une famille à ceux qui en manquent, apporte une cause à servir à ceux qui sont attirés par l'humanitaire. Il peut y avoir aussi une dimension politique, notamment chez les jeunes diplômés en réaction contre la politique française au Moyen-Orient, contre l'islamophobie ou le penchant pro-Israël des États-Unis.

Vous parlez de Daech mais celui-ci a perdu tous les territoires de son califat autoproclamé. Le problème n'est-il pas résolu ?

Bien sûr, la défaite de Daech sur un territoire à cheval entre la Syrie et l'Irak est établie. Mais si la reconquête territoriale par les forces arabe-kurdes est désormais achevée, la bataille contre l'idéologie et l'organisation est loin d'être gagnée.

Daech est vaincu militairement mais reste puissant dans les esprits.

Au contraire, la menace endogène (portée par des ressortissants européens et en particulier français) reste forte, et même renforcée.

Jusqu'ici, Daech appelait ses adeptes à faire leur « Hijra » au califat, c'est-à-dire opérer une migration vers une terre musulmane pure. Désormais, ils prônent la Hijra intérieure (au sein de leur foyer) et codifie le djihad comme une lutte contre les ennemis de l'Islam donc partout où cela est possible.

L'information et la prévention n'ont jamais été autant nécessaires.

Quels sont les moyens de repérer un jeune en voie de radicalisation ?

La principale alerte serait la rupture sociale, le renfermement sur soi. Même si certains parmi ceux partis faire le djihad étaient très insérés professionnellement, la plupart des jeunes radi-

calisés sont en échec scolaire et social et ont un discours de victimisation de l'islam.

Ils se replient sur eux-mêmes, sur internet et ont des échanges avec leurs copains, leurs pairs. On dispose aujourd'hui d'assez peu d'analyses approfondies sur ces profils mais on sait que, parmi ces jeunes, il y a un gros noyau de jeunes avec des trajectoires sociales et familiales chaotiques, issus de familles éclatées et où le père est très souvent absent. Il faut avoir l'humilité de reconnaître qu'il n'y a pas de réponse miracle.

A contrario, ce qui peut rassurer c'est quand on voit que, tout en pratiquant sa religion, la personne s'épanouit et qu'il y a un véritable échange avec les autres personnes.

Il nous appartient cependant à tous, aux différents acteurs de notre société, de ne pas inciter au repli sur soi par la discrimination : dans l'armée par exemple, où il y a beaucoup de rites, notamment la consommation d'alcool à certaines occasions, certains peuvent affirmer autoritairement « soit tu bois, soit tu dégages », ce qui va vraiment nourrir le sentiment de discrimination et de victimisation propice à la radicalisation.

Si les profils sont extrêmement divers, les jeunes radicalisés ont tous une vision très binaire du monde. Celle-ci se décline selon différents registres, musulmans contre non musulmans, colonisés contre colonisateur, policiers contre jeunes de banlieues...

Attention à ne pas cultiver ce sentiment et à aider les jeunes à sortir de cette binarité.

Faire de la prévention, c'est donc intervenir en amont, avant que ces idées radicales s'installent profondément dans les esprits ?

La prévention de la radicalisation est avant tout un acte éducatif. C'est proposer aux jeunes un parcours de réflexion, d'information et d'action qui vont leur permettre d'acquérir des compétences personnelles, qui vont les aider à mieux s'informer, comprendre et agir.

Plus on s'y prend tôt, plus le parcours de protection des jeunes ou le parcours de détournement de la violence est possible. Je ne dis pas qu'il est simple mais je dis qu'il est possible.

Ces parcours agissent dans diverses directions : cela permet de monter des sortes de « paravents » pour des jeunes qui pourraient être sensibles aux idées radicales. Cela peut aussi permettre aux jeunes de prendre conscience de ce qu'est l'embrigadement et de se rendre compte qu'ils sont parfois manipulés. Parfois, les jeunes s'aperçoivent qu'ils se sont engagés seuls dans des idées qui sont allées beaucoup plus loin qu'ils ne le pensaient.

À qui revient ce rôle d'acteur de la prévention de la radicalisation ?

À tout un chacun. **Parent, professeur, animateur, éducateur sportif, artiste... Chaque citoyen en relation avec des jeunes se doit de prendre cette question à bras le corps. À partir du moment où on s'est documenté, formé, on est légitime pour faire de la prévention de la radicalisation.**

Un animateur, dès lors qu'il se documente, qu'il cadre les limites de son intervention et qu'il laisse les jeunes s'exprimer, a selon moi toute légitimité à mener une action de prévention de la radicalisation. La prévention de la radicalisation est avant tout un acte éducatif et il n'est pas nécessaire d'être expert du domaine. Dans les niveaux les plus précoces, prévenir c'est éduquer et c'est aider le jeune à poser ses idées préconçues et à vivre un échange, une pratique, une expérience humaine d'éducation et de respect.

L'éducation est un outil indispensable de la prévention de la radicalisation et les animateurs sont au premier rang pour proposer aux jeunes des parcours d'engagement qui ne soient pas des parcours de mort ou d'engagement radicaux.

Doit-on aborder la question de la radicalisation

de façon frontale ? Doit-on même en prononcer le mot ?

Aujourd'hui, face au phénomène de radicalisation, à la montée des théories du complot, à la perte de toute référence sur l'information, c'est-à-dire le discrédit jeté sur les journalistes et le détournement des jeunes de l'ensemble des médias, il est indispensable de pouvoir aider les jeunes à se construire un regard et une information autonomes. Il ne faut donc pas avoir peur d'aborder les questions en expliquant qu'on a observé de la radicalisation de différents ordres : religieux, politiques, d'extrême droite comme d'extrême gauche, idéologiques avec des mouvements anti-IVG, zadistes ou anti-spécistes (pro-animaux), etc.

Il ne s'agit pas de stigmatiser une religion même s'il faut dire, en toute transparence, que les démarches de prévention de la radicalisation sont apparues suite aux nombreux départs en Syrie de jeunes et aux attentats islamistes commis sur le sol français. Il faut aujourd'hui ouvrir le spectre de nos conceptions. Toutes doctrines qui excluent l'autre, qui résument les confrontations d'idées à un combat violent, toutes ces idéologies enferment l'humain. **Nous devons valoriser, face aux drames et aux violences, une forme nouvelle de vivre et de faire société qui mette en avant fraternité, entraide et respect des différences.**

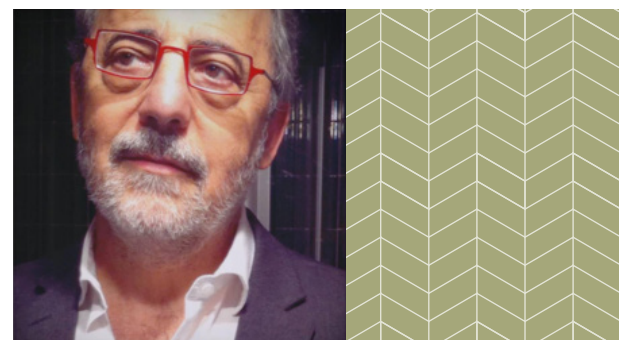
Quels types d'actions peuvent être mis en place ?

Il peut s'agir de pratiques formelles ou non formelles car les animateurs agissent aussi par leur propre comportement.

Dès que l'on montre à des jeunes que leurs idées morales, leurs engagements sont contraires au chemin qu'ils vont suivre avec des idées radicales, quand on montre qu'au fond de cette idée radicale, il y a la violence, la négation de la personne, la destruction de la relation humaine, alors il s'en échappe et il s'en détourne.

Le témoignage est souvent le meilleur des contre discours. C'est en entendant d'autres comme eux qui ont fait ce parcours ou qui portent ces réflexions que les jeunes prennent conscience que sans y réfléchir ils se laissaient aller dans une pente qui les conduisait au sectarisme, à la discrimination et à la violence.

Il est donc possible de prévenir la radicalisation par des actes éducatifs et à travers l'animation,



SÉRAPHIN ALAVA : « LA PRÉVENTION DE LA RADICALISATION EST AVANT TOUT UN ACTE ÉDUCATIF »

Le professeur en sciences de l'éducation Séraphin Alava est chercheur à l'Unité mixte EFTS et membre de l'équipe « Radicalités et régulations » de la maison des sciences de l'homme de Toulouse. Il pilote par ailleurs le rapport mondial de l'Unesco sur les liens entre radicalisation et médias sociaux et est membre de l'équipe scientifique de la chaire Unesco de prévention des radicalisations et de l'extrémisme violent.

Comment un jeune peut-il se retrouver dans un processus de radicalisation ?

Souvent quand on parle de prévention de la radicalisation, on renvoie à l'idée qu'une personne radicalisée a été embrigadée, contaminée, qu'elle a une perte de conscience. Cela arrive, bien sûr, mais la radicalisation a parfois des causes plus profondes, liées à des idées préconçues, des préjugés.

On voit aussi des jeunes qui se radicalisent suite à un moment de rupture. La radicalisation n'est pas alors seulement une perte de volonté mais un engagement négatif dans une démarche active volontaire. Le jeune en arrive à penser que l'engagement radical est la meilleure façon de garantir sa protection et aussi de changer le monde. Il pense alors, à tort, être dans une démarche positive et constructive.

Cela peut être par croyance, ou parfois parce qu'il pense que ces idées radicales sont celles qui sont le plus valorisées et donc qu'il est de bon ton de les soutenir.

il est possible de détourner les jeunes, de faire appel à leurs idées les plus humaines et les plus fraternelles, de leur montrer qu'il y a tromperie sur la marchandise sur les interprétations de l'Islam et sur la façon de vivre sa foi.

Les jeunes ont tendance à être des suiveurs et quand tout le monde va dans un sens, ils suivent avec la meute. Les éduquer, c'est leur permettre de ne pas être des moutons mais bien d'être des individus autonomes.

La prévention de la radicalisation n'est donc pas un acte désespéré, sans issue, mais c'est un cheminement éducatif personnel et collectif qui va forger chez le jeune les moyens de pouvoir s'extraire d'un suivisme, d'un embrigadement ou d'une tromperie.

Et si l'on est en contact avec des jeunes très avancés dans leur processus de radicalisation, quelle est la bonne attitude ?

Le phénomène de radicalisation est un phénomène d'enracinement d'une pensée au plus profond de l'être et de l'âme. Pour certaines personnes, il sera long et difficile de les accompagner dans un désengagement. Et on ne parle pas forcément de lui faire perdre ses idées radicales mais de l'emmener vers une sortie de la violence.

Plus on s'y prendra tôt, plus le jeune pourra faire marche arrière et sa conscience servira de guide pour la sortie.

Pour ceux qui sont les plus ancrés dans ces idées, il va falloir passer par de l'action. Il va falloir qu'ils vivent des expériences. L'animation, par sa capacité à pouvoir développer des actions non formelles d'éducation, a cette capacité à faire vivre une pédagogie par l'acte, par l'engagement et par le projet. C'est très utile pour prendre en compte d'autres éléments que ceux de l'école. Je veux parler de l'émotion, du symbolique, de la culture, de l'engagement. Dans ces cas-là il faut s'appuyer sur des équipes spécialistes des phénomènes. Il faut travailler en pluridisciplinarité et construire un processus de désengagement qui s'ouvre sur des perspectives inclusives et citoyennes.

Diriez-vous que notre jeunesse est en danger ?

Il ne s'agit pas de faire du catastrophisme et la majorité de la jeunesse va bien, poursuit des études, monte des projets, est bien ancrée dans la société.

Mais nous ne devons pas nous voiler la face et oublier que beaucoup trop de jeunes, pour des motifs divers, se sentent rejetés, ne trouvent pas leur place dans notre récit collectif.

Il faut donc rendre l'éducation prioritaire en matière de prévention des radicalités, des extrémismes et des violences pour construire un vivre ensemble et donc une façon de faire société.

Si nous ne faisons pas ça, si nous ne posons pas l'éducation comme levier d'humanité, comme levier de citoyenneté et de laïcité, alors nous laissons le champ libre à l'ensemble de ces pensées négatives qui font quotidiennement un travail de sape dans l'autonomie du sujet et dans ses valeurs humanistes.

Il est donc important et indispensable que l'éducation agisse au quotidien sur l'ensemble des discours de haine, sur l'ensemble des discours discriminatoires ; que nous démontrions qu'au cœur des théories du complot il y a de l'antisémitisme, que nous montrions et que nous défendions un sentiment d'entraide fraternelle de tous les êtres humains.

En luttant contre toutes ces théories qui visent à discriminer, à créer des fractures au sein de notre société, nous affirmerons haut et fort, adultes et jeunes, que nous voulons vivre dans la paix et dans le respect mutuel.

Mais il ne suffit pas de lutter il faut aussi proposer, convaincre et démontrer. Nous devons conjuguer deux efforts essentiels pour construire un avenir de paix. Par l'éducation nous aidons les jeunes à ne pas basculer, par la citoyenneté nous ouvrons les chemins du vivre ensemble.

Prévenir les radicalisations et lutter contre tous les extrémismes est un acte de changement et de respect. Si le jeune doit pouvoir changer, alors la société, elle aussi, doit changer est devenir éducative et fraternelle.

CONSEIL MÉTHODOLOGIQUE

QUE FAIRE SI L'ON A UN DOUTE SUR UN JEUNE ?

En 2015, le gouvernement a mis en place une plateforme intitulée « Stop Djihadisme » pour lutter contre l'embrigadement terroriste : <http://www.stop-djihadisme.gouv.fr/>

Ce site d'information et de prévention peut être utile notamment lorsque l'on rencontre l'une des situations suivantes :

- Pour signaler une situation inquiétante, qui paraît menacer un proche ;
- Si vous avez un doute ou des questions sur une situation ;
- Pour obtenir des renseignements sur la conduite à tenir ;
- Pour être écouté, conseillé dans vos démarches.

Un numéro vert a également été mis en place dans cette optique : **0 800 005 696** (Numéro Vert, appel gratuit du lundi au vendredi de 9h à 18h).

Le Comité interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation attire l'attention sur les comportements suivants, pouvant constituer les signes d'un processus de radicalisation en marche : rupture avec la famille, les anciens amis, éloignement de ses proches ; rupture avec l'école, déscolarisation soudaine ; nouveaux comportements alimentaires / vestimentaire / linguistique / financier ; changement de comportements identitaires (propos asociaux / rejet de l'autorité / rejet de la vie en collectivité ; repli sur soi) ; fréquentation de sites internet et des réseaux sociaux à caractère radical ou extrémiste ; pratique de discours antisémites, pratique de discours complotistes.

Pris isolément, ces signes ne caractérisent pas un processus de radicalisation, mais plus les signes sont nombreux, plus ils doivent alerter la famille et l'entourage. C'est la combinaison de plusieurs d'entre eux qui donne une forme de cohérence et qui doit provoquer vigilance et alerte.

2ÈME PARTIE : DEUX EXEMPLES D' ACTIONS DE PRÉVENTION DE LA RADICALISATION

La première action de prévention a été initiée par la Compagnie Le Temps qui Sèche, au Havre en Seine-Maritime (76), en réponse à un appel à projet de la Mission Locale Le Havre Estuaire Littoral¹ portant sur la mise en place de projets de prévention de la radicalisation. Elle a permis la conception et l'impression d'affiches individuelles qui constituent des outils de contre-discours efficaces.

La seconde a été mise en place par le Conseil des Jeunes de la Ville de Strasbourg lors de leur mandat en 2015-2017. Souhaitant sensibiliser des personnes de leur âge, ils ont choisi d'élaborer une vidéo intitulée « Dans mon pays » véhiculant un message positif d'engagement et de promotion de l'esprit critique. Ce support constitue un outil de prévention efficace susceptible d'ouvrir le débat auprès d'un public adolescent.

Chaque projet est présenté selon le schéma suivant :

- **Fiche signalétique** : présentation synthétique des éléments-clefs
- **Interview des porteurs de projets** : descriptif détaillé des différentes étapes et des objectifs recherchés
- **Témoignage d'un jeune** : sur son expérience et celle du groupe
- **Fiche d'animation** : proposition d'activité de prévention de la radicalisation à partir des outils créés dans le cadre de ces projets.

Des encadrés ponctuent cette partie afin de vous guider davantage dans vos démarches : éclairages complémentaires, conseils sur les postures à adopter lors des débats, écueils à éviter, etc.

ACTION 1 HUMAINS EN ÉTAT DE MARCHÉ

Fiche signalétique du projet

Nom du projet : Humains en état de marche

Porteur de projet : la Compagnie du Temps qui Sèche en partenariat avec la Mission Locale Le Havre Estuaire Littoral

Jeunes concernés : 10 jeunes de 18 à 25 ans en recherche d'emploi inscrits à la Mission Locale (7 filles et 3 garçons). Beaucoup d'entre eux étaient en échec ou en rupture (scolaire, familiale...), avec des pertes de repères importantes (structurels, de confiance...).

Objectif : réaliser des outils de prévention du processus de radicalisation avec ces jeunes et mettre en évidence leur capacité à se projeter dans une société qui respecte l'Autre et ses différences.

Forme du projet : les jeunes ont créé dix visuels (1 chacun) qui ont été imprimés sous la forme d'affiches grand format (A1) dans le but d'être exposées (2^{ème} phase). Ces affiches ont également été déclinées sous la forme de cartes postales pour pouvoir mettre en place une animation en petits groupes.

Durée de l'action : de novembre 2017 à février 2018, à raison de deux à trois fois par semaine.

Ressource extérieure : un graphiste, un maquettiste, un photographe et un web designer ont été sollicités pour la réalisation des affiches.

Ressources documentaires employées : les porteurs de projets ont utilisé les documents édités par le Comité Interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation et par la PJJ sur les signaux forts et signaux faibles du processus de radicalisation².

Budget : 12 000 euros.



¹ Voir annexe appel à projet page 40

² Voir Bibliographie page 38

LA COMPAGNIE LE TEMPS QUI SÈCHE

Cette compagnie de théâtre s'efforce de questionner l'histoire, le temps, la mémoire, la trace, et les transmissions qui en résultent. Elle construit ses productions sur les récits d'habitants de « lieux de mémoires communes », partage et confronte ces nouvelles traces dans l'espace public.

Le collectif inscrit également sa réflexion et son travail dans la production d'objets aux formes variables (théâtre, visuels, sons...), ayant pour socle commun la définition et l'utilisation des espaces urbains. Ce travail est nourri par la ligne, le point, le volume, qui définissent des espaces, des lieux, des contours, des sens de circulation et des zones de vie.

Ce collectif favorise les échanges avec d'autres créateurs, d'autres structures, permettant le croisement des compétences et la réalisation de projets communs. Il propose des temps de déconstruction des productions avec le public, afin de ne pas figer l'histoire laissée par le rapport éphémère inhérent au spectacle vivant.

La compagnie est affiliée à la fédération de Seine-Maritime de la Ligue de l'enseignement.

CONTACT :

Jérôme Boyer
Compagnie Le Temps qui Sèche
75, rue de Tourville
76600 LE HAVRE
letempsquiseche@gmail.com

RENCONTRE AVEC JÉRÔME BOYER, DIRECTEUR ARTISTIQUE DE LA COMPAGNIE, QUI NOUS EXPLIQUE LE TRAVAIL MENÉ PAS À PAS AVEC CES "HUMAINS EN ETAT DE MARCHÉ"

Comment la Compagnie Le Temps qui Sèche a-t-elle été amenée à travailler sur une action de prévention de la radicalisation ?

Il me faut tout d'abord préciser que nous sommes une compagnie de théâtre vivant et nous avons déjà un projet intitulé « Humains en état de marche » que nous développons en France et au Burkina Faso. Il s'agit d'un processus artistique et citoyen destiné à donner la parole à ceux qui souhaitent exprimer leurs peurs, leurs revendications, leurs idées, leurs projets de vie, etc. Notre « mission » consiste à recueillir ces témoignages et à les partager avec le plus grand nombre. Le projet mené avec les jeunes du Havre a été conçu en réponse à un appel à projet lancé par la Mission Locale. On a vite su qu'on ne pourrait pas le décliner avec du spectacle vivant et on est donc parti sur la création de 10 visuels avec 10 jeunes, en gardant en tête que la diffusion de ces visuels pourrait faire l'objet d'une performance ou d'une présentation un peu spectaculaire.

La première étape de ce projet « Humains en état de marche – Prévention de la radicalisation » était de les accompagner dans la création d'affiches sur une thématique aussi sensible que la radicalisation en fixant notre attention sur la réalisation d'outils préventifs.

Comment ces jeunes ont-ils été choisis ?

Il s'agissait de jeunes concernés par la Garantie jeunes¹.

Nous avons voulu présenter l'action à un maximum d'entre eux pour que l'initiative résulte d'un véritable acte volontaire. On se disait que plus on en verrait, plus on serait sûr de rencontrer 10 jeunes qui avaient vraiment envie de participer. Finalement, on en a rencontré environ 220. Je suis intervenu dans chaque groupe qui démarrait la Garantie jeunes en octobre 2017.

L'ambiance de la rencontre était différente selon que le conseiller de la Mission Locale avait présenté le projet ou pas avant. On s'est rendu compte que cela se passait mieux

quand on ne leur avait rien dit avant. Si le conseiller disait en amont « on va vous présenter un projet de prévention de la radicalisation », il y avait beaucoup de préjugés, d'*a priori* quand j'arrivais et c'était plus compliqué à présenter.

La présentation se faisait en deux temps : d'abord expliquer qui on est et quelle est notre démarche puis redire pourquoi un jeune de 20 ans en pleine construction ou reconstruction peut être concerné.

Quels étaient vos arguments chocs pour attirer leur attention ?

D'abord leur demander si ces dernières années on leur avait souvent demandé leur avis sur des questions sociétales et affirmer que le projet global « Humains en état de marche » avait été créé pour donner la parole à des citoyens quels qu'ils soient sur les sujets qui les touchent, intimes ou collectifs. Ensuite, présenter le projet en disant que chacun pouvait exprimer sa propre opinion pourvu que ce qui nous rassemble soit le désir de changer les choses, le regard que les autres portent sur nous ou sur la société.

Dire « je suis un Humain en état de marche », c'est se positionner. Ce n'est pas être juste consommateur du temps qu'il me reste à vivre mais je peux transformer ce temps en acte citoyen. La première des choses pour s'inscrire dans ce projet, c'est accepter de « vivre ensemble ». Et dans un deuxième temps, on verra comment mettre en place une action commune visant à rassembler...

Il y a donc eu au moins 10 jeunes qui se sont portés volontaires ?

Pas du tout. À la fin du mois d'octobre, on avait 18 inscrits. Puis sont arrivées les vacances de la Toussaint et au retour, on me dit que finalement, il n'y en a plus aucun intéressé.

À ce moment-là, le projet est en danger.

Comme un groupe d'une douzaine de Garantie jeunes commençait le matin même, je me suis adressé à eux en me disant « c'est la dernière chance : soit ils acceptent, soit il n'y a plus de projet. »

Avec ce groupe, les échanges sont assez tendus mais ce sont de bons échanges.

L'une des filles tient des propos très virulents contre les arabes alors qu'elle est elle-même d'origine africaine. S'en suit tout un débat entre les jeunes sur le racisme, les discriminations.

Comme ils ont beaucoup de choses à dire, tous comprennent que le projet est une bonne occasion de s'exprimer.

CONSEIL MÉTHODOLOGIQUE

POURQUOI FAUT-IL OSER UTILISER LE TERME "RADICALISATION" ?

La Ligue de l'enseignement et le CIPDR préconisent d'aborder ce thème avec des jeunes à partir de l'âge de 15 ans en osant nommer le processus.

L'avantage de cette entrée est d'ouvrir le débat à travers un champ suffisamment large : la radicalisation est un processus complexe qui rassemble des réalités sociales et individuelles diverses.

Cette ouverture vous permettra ensuite d'aborder des entrées thématiques spécifiques telles que :

- la violence,
- l'action politique,
- la laïcité,
- l'éducation aux médias et à l'information,
- la lutte contre les discriminations,
- la place de la religion,
- les rapports Homme/Femme,
- l'antisémitisme,
- le mal-être...

Dans cette optique, il est primordial que les équipes d'animation puissent être au clair avec les principes républicains et les objectifs et la finalité de l'action menée. L'utilisation de ce terme permet en outre de lever un tabou en évitant les stratégies de contournement qui ne facilitent pas toujours la juste compréhension du phénomène.

¹ La Garantie jeunes permet d'accompagner les jeunes entre 16 et 25 ans en situation de grande précarité vers l'emploi ou la formation. C'est une modalité spécifique du parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie (PACEA)

Sur les 12 Havrais, 8 jeunes s'engagent et 2 autres à Fécamp.

Le groupe est constitué fin novembre et les affiches doivent être prêtes fin janvier 2018. Nous avons donc 2 mois pour les concevoir et les réaliser. Chacun va donc prendre en charge une affiche.

Leur dites-vous directement qu'ils vont travailler sur un projet de prévention de la radicalisation ?

Oui, on ne tourne pas autour du pot. On explique directement que le projet s'inscrit dans la lutte contre la radicalisation. Je pense que cela ne sert à rien de ne pas dire les choses franchement, c'est contre-productif.

Même si cela a créé quelques réactions. Certains ont demandé si on allait devoir parler en arabe, d'autres se sont sentis stigmatisés. Il a fallu que j'explique très clairement qu'on parlait bien de la prévention, que le but ultime était de montrer à tout le monde qu'on pouvait vivre ensemble et qu'on pouvait donner nos propres définitions de la citoyenneté.

Chacun a pu raconter comment il avait grandi, ce que signifiait pour lui le vivre ensemble, la citoyenneté.

Ils ont eu aussi accès à des outils. Par exemple, on a étudié la documentation ministérielle sur les signaux forts et les signaux faibles d'une personne en voie de radicalisation. Ils ont été très intéressés par cette approche et ont fait le rapprochement avec leur expérience personnelle.

Comment avez-vous organisé les idées pour aboutir aux visuels ?

À partir des discussions sur les signaux faibles et les signaux forts, on aborde plein de thèmes tels que l'identité, les origines, le « vivre ensemble », les préjugés, le port d'armes, la légitime défense, etc. On pose comme principe que la parole est libre, sans tabou.

On filme les discussions pour fixer les choses mais il est bien clair que ces vidéos ne seront pas diffusées.

On liste tous les thèmes qui gravitent autour de

l'expression « prévention de la radicalisation ».

La famille est un thème qui revient très souvent. Beaucoup affirment qu'ils ne comprennent pas que pour une cause, quelle qu'elle soit, on en vienne à se mettre en rupture avec sa famille. Certains abordent aussi le thème de la religion en disant qu'une religion ne doit pas prôner la violence ou la mort. On a décidé de ne pas entrer dans ce débat. Le mot religion apparaît sur une affiche mais c'est un mot parmi d'autres.

On retrouve aussi les réseaux sociaux, la médiatisation...

CONSEIL MÉTHODOLOGIQUE

FAUT-IL ABORDER LA RELIGION LORSQUE L'ON MÈNE UN PROJET SUR CE THÈME ?

Si l'on souhaite aborder la radicalisation djihadiste de façon spécifique, il est important d'acquérir quelques bases en islamologie. En effet, les jeunes peuvent avoir envie d'aborder cette question du religieux. Dans cette optique, il existe de nombreuses ressources possibles pour vous aider. Des formations très accessibles sont notamment régulièrement proposées par les préfectures, le CIPDR et la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ) : elles sont communiquées sur les sites internet de ces structures. Des associations militantes peuvent également être sollicitées pour intervenir auprès des jeunes (Militants du savoir, Enquête, etc.).

Il existe également de multiples ouvrages accessibles à tous dont certains sont à retrouver dans la bibliographie de ce guide page 38.

Un lexique proposant quelques notions de bases est également à retrouver à la fin de cet outil (page 36).

Est-ce que toutes les idées se cristallisent sur des thèmes positifs ?

Hélas pas toujours, j'ai été assez surpris mais j'ai eu à déconstruire des propos complotistes en allant toujours chercher la preuve de ce qu'on avance.

On a entendu des propos hallucinants sur les attentats soi-disant organisés par la CIA ou je ne sais quelles forces obscures. Pour couper court, je ramène toujours aux victimes, à la réalité concrète. Les centaines de victimes, toutes ces familles endeuillées et qui sont de toutes origines !

Il y a un livre qui est sorti après les attentats du 13 novembre 2015 avec tout ce que les gens leur ont adressé : des lettres, des photos... c'est très émouvant et cela ramène à l'intime sans être larmoyant. On leur a appris que c'est important de douter aussi. Il faut savoir tordre le cou aux idées reçues.

En ce qui concerne ce projet, chaque citoyen a la possibilité de dire : voilà la société que l'on veut, voilà la société que l'on ne veut pas, ni pour nous, ni pour nos enfants. Notre préoccupation c'est de trouver quel message on veut communiquer à d'autres jeunes et sur quel ton.

C'est une des premières fois en France où l'on demande à des jeunes de se positionner physiquement et de s'afficher en affirmant leurs idées sur cette thématique de la prévention de la radicalisation. Donc on voulait que ce soit très valorisant pour eux et bien montrer que l'on considère que leur parole est très importante.

Une fois cette liste de mots arrêtée, qu'avez-vous fait ?

Les jeunes ont pu avoir accès à des ordinateurs et à internet. Je leur ai demandé de taper les mots et de les chercher sur des moteurs de recherche et de voir ce qu'il en sortait.

Ils ont imprimé un maximum de choses, d'images et on a parlé ensuite des premières pistes pour l'élaboration de chaque affiche.

Et en parallèle, ils ont conçu un questionnaire, à partir du tableau des signaux forts et des signaux faibles, qu'ils ont donné à 250 jeunes de la Mission Locale ; ce qui nous a confortés dans des thématiques porteuses de sens.

¹ <https://www.afvt.org/>

² <http://13onze15.org/>

CONSEIL MÉTHODOLOGIQUE

QUELLE PLACE DONNER AUX VICTIMES DANS LA PRÉVENTION DE LA RADICALISATION ?

Les témoignages de victimes d'attentats terroristes constituent une ressource mobilisable dans le cadre d'un projet de prévention pour redonner une dimension « humaine » concrète aux actes de violence et à la radicalisation. Ils peuvent être de différents ordres : lectures de textes, visionnages de reportages, et même organisation d'une rencontre entre les jeunes et une victime prise en charge par une association spécialisée telle que l'Association Française des Victimes du Terrorisme (AFVT)¹ ou l'association 13Onze15² - Fraternité et Vérité. Ces associations se mobilisent facilement, n'hésitez pas à les contacter mais ces interventions doivent néanmoins être complétées : les témoignages ne suffisent pas à bien comprendre le processus complexe de radicalisation et les victimes ne sont pas toujours expertes en la matière. Il conviendra donc d'élargir la réflexion à partir de ressources spécialisées en préparant les jeunes en amont ou en approfondissant ensuite.

Comment êtes-vous passé de l'idée à l'affiche ?

Chaque jeune était libre de choisir son visuel. Frank Lesniak, le graphiste avec lequel on a travaillé, a été présent tout au long du projet. Il a filmé les échanges, il a pris les photos que l'on voit sur les affiches et s'est occupé de la mise en page et de la cohérence graphique de toute la série d'images.

Du coup, dès la conception, il était présent pour donner des conseils techniques. On a pris des séries de photos en studio et on offrait toute la série à chacun. Chaque jeune a validé la photo pour son affiche et on a travaillé sur le message, le plus simple et le plus cohérent possible, pour exprimer ce qu'il avait à dire. Nous n'avons été que des accompagnateurs. Ce sont eux qui ont fait tout le boulot.

C'est pour cela que sur chaque affiche, il y a leur propre signature avec leur prénom, leur âge, leur ville d'origine.

Quand ils ont vu les affiches en grand, juste avant d'être imprimées, ils ont été fiers et heureux de leur travail.

Les affiches ont également été déclinées sous le format de cartes postales pour être utilisées lors d'activités en groupes.

À combien d'exemplaires les affiches ont-elles été éditées ? Et quel a été le coût de l'opération ?

Nous avons édité 100 exemplaires de chaque affiche, soit 1 000 au total. Le coût global de ce projet s'élève à 12 500 € (impression comprise). Ce projet a été pris en charge par la Mission Locale qui a bénéficié du Fond Interministériel de Prévention de la délinquance et de la Radicalisation (FIPD)¹. Les cartes postales et l'encadrement de l'expo ont été financés intégralement par la Mission Locale.

Où les affiches ont-elles été exposées ?

J'aurais aimé que l'affichage fasse l'objet d'une sorte de happening où l'on aurait surgi dans l'espace public pour coller nos affiches et provoquer le dialogue avec les passants.

Mais cela a été compliqué de mobiliser les jeunes à l'issue du projet. Ils y avaient déjà consacré énormément de temps et ils étaient désormais repartis dans d'autres directions, en lien avec leurs propres projets personnels et professionnels.

Certains ont décroché dès que le projet a été terminé. L'une d'entre eux était en désaccord avec sa famille pour participer à ce projet. Elle a été au bout du projet mais on n'en a plus entendu parler. Un autre m'a appelé lorsque les affiches étaient prêtes en demandant de ne pas diffuser la sienne, que c'était compliqué dans son entourage. Et en discutant avec lui, en lui rappelant toute la bienveillance qui accompagnait ce projet, il a fini par accepter la diffusion.

¹ Voir possibilité de financement page 35

On a réussi à les afficher au Centre communal d'action social de Fécamp, au Centre social Jean Moulin, au collège Belle étoile et à la salle des fêtes de Montivillers, au lycée Porte Océane du Havre, à l'université d'Automne de la Licra au Havre en octobre 2018 et enfin un affichage public dans un quartier du Havre avec 3 jeunes filles ayant participé à ce projet en novembre 2018.

Nous avons aussi eu un partenariat avec la salle de concerts du Havre, le Tétris qui accueille des jeunes de milieux différents et c'est intéressant car c'est une question qui concerne tout le monde.

Par ailleurs, et c'est très surprenant, l'exposition rencontre des difficultés quant à sa diffusion, comme si les structures qui pourraient l'accueillir avaient peur de la thématique. L'université nous a dit : on est gêné parce que les phrases sont tellement simplistes qu'on a peur que les étudiants se moquent de vos jeunes. Ils ont trouvé qu'il y avait dans le message une naïveté contre-productive. Et nous avons trouvé cet argument très injuste.

Est-ce que vous recommenceriez ce type de travail avec un autre groupe ?

Oui, sans aucun problème. Je peux nouer un partenariat avec qui le souhaite et en fonction des besoins et des contraintes adapter la démarche à un nouveau projet.

Rien n'empêche non plus un animateur d'utiliser les cartes postales et de travailler avec un groupe sur la thématique. (voir fiche pratique pour travailler autour du projet « Humains en état de marche » page 24). Par ailleurs, s'il s'agit de diffuser les affiches, la Mission Locale du Havre dispose d'un stock et on peut donc s'adresser à elle pour en obtenir un jeu.

Au cours de cet atelier, nous avons croisé la route de jeunes, souvent en échec ou en rupture (scolaire, familiale...), avec des pertes de repères (structurels, de confiance...) mais la majorité d'entre eux n'a jamais lâché. Il s'avère que pour beaucoup d'entre eux, c'était la première fois qu'on leur permettait de se prononcer publiquement, de s'exprimer. C'est aussi pour cela que nous avons choisi le support « affiche », un outil, multipliable, transposable, positionnable presque partout, pour le donner à voir au plus grand nombre.

LE TÉMOIGNAGE D'UNE PARTICIPANTE CHLOÉ : « AU SEIN D'UN GROUPE, ON PEUT AVOIR DES AVIS DIFFÉRENTS MAIS S'ÉCOUTER ET SE RESPECTER »

Je me suis inscrite à la Mission Locale du Havre après le bac car j'avais dû arrêter mes études pour cause familiale.

Quand la directrice nous a parlé du projet et que Jérôme Boyer est venu nous l'expliquer, cela m'a tout de suite intéressée. De toute façon, j'étais là, j'avais du temps et j'avais envie de connaître de nouvelles choses.

Pour commencer, on a discuté du sujet de la radicalisation en évitant toutes les questions sur la religion. C'était important. On a créé un questionnaire et on a interrogé tous les jeunes de la Mission Locale. On leur a demandé de se présenter, de dire s'ils avaient vécu un phénomène de radicalisation dans leur entourage proche, comment ils avaient pu intervenir, s'ils avaient repéré des changements de comportements...

On a eu des réponses concrètes de jeunes, ce qui était très intéressant, plus intéressant que les idées préconçues des adultes.

À partir des réponses, on a créé des catégories, des thématiques, par exemple les relations à la famille, les réseaux sociaux... Parmi les différentes catégories, chacun a pu en choisir une. J'ai choisi la famille car c'est important pour moi. Au départ, j'avais beaucoup d'idées, presque trop d'idées alors Jérôme m'a aidée et on en a trouvé une qui regroupait plusieurs.

J'ai travaillé à partir du témoignage d'une maman dont la fille était partie en Syrie. Elle disait qu'elle devait faire son deuil alors que sa fille était vivante. J'ai transposé à « mon frère » et je voulais montrer que, même lorsqu'une personne est partie, elle reste vivante dans nos cœurs. C'est pour ça que mon affiche représente la chambre de ce frère, pour signifier que bien qu'il soit parti au djihad, les choses restent en place et le trou qu'il laisse reste béant.

Les retours de ma famille ont été très positifs. Au début ils n'avaient pas trop compris le projet et je leur ai expliqué et ils m'ont beaucoup encouragée. Ils étaient vraiment avec moi, ils ont été étonnés que j'accepte de mettre ma tête sur l'affiche. De manière générale nous n'avons eu que des bons retours, les gens ont trouvé que nos affiches étaient claires.

Ce projet m'a permis d'avoir beaucoup de réponses et d'éclaircissements sur la question de la radicalisation par rapport à ce qu'on entend dans les médias. J'ai pu me faire ma propre opinion.

Cela m'a montré aussi qu'on peut avoir des avis différents mais qu'on peut s'écouter. Par exemple, au sein du groupe, certains avaient peur des attentats et d'autres non ; nous avons pu en parler entre jeunes.

J'ai trouvé que c'était important de laisser la parole aux jeunes et j'ai apprécié que Jérôme nous ait vraiment laissé nous exprimer.

Nous avons pu présenter ce projet plusieurs fois lors de spectacles et d'expositions.

À chaque fois, nous étions présents pour l'expliquer mais c'est un sujet sensible et certains décideurs sont frileux par rapport à ça. C'est dommage que nous n'ayons pas eu plus d'occasions de le montrer.

Personnellement, participer à « Humains en état de marche » m'a apporté des compétences que je n'avais pas : travailler en groupe, prendre la parole pour présenter les affiches... j'ai pris de l'assurance grâce ce projet. Professionnellement je suis désormais plus à l'aise pour parler avec des employeurs.



LE POINT DE VUE DE LA MISSION LOCALE LE HAVRE ESTUAIRE LITTORAL

Continuer à renforcer le travail de prise de conscience des compétences et des potentiels tout en menant une action de prévention de la radicalisation.

La vocation de la Mission Locale est de favoriser l'accès à l'emploi et l'autonomie des jeunes de 16 à 25 ans ayant terminé leur cursus de formation initiale. Pour cela, nous menons un accompagnement global qui va nous permettre de travailler avec les jeunes sur leur insertion professionnelle (projet professionnel/formation/emploi) mais les aider également à devenir des citoyens à part entière, acteurs de leur vie.

Sur cette thématique de la citoyenneté, nous abordons donc des sujets de société, avec l'objectif de faire s'exprimer les jeunes et de pouvoir débattre avec d'autres jeunes. Quand l'État a lancé un appel à projet « prévention de la radicalisation », nous avons donc souhaité y répondre. Nous avons retenu deux compagnies proposant deux moyens d'expression différents :

- La création d'affiches avec La Compagnie Le Temps Qui Sèche,
- Une représentation théâtrale avec La Compagnie « Café Crème Théâtre ».

Les deux moyens d'expression retenus nous semblaient pertinents et complémentaires :

- La création artistique autour d'un moyen d'expression (des affiches) qui développe la capacité à structurer ses idées et à argumenter,
- Une représentation théâtrale qui facilite l'expression orale et développe la capacité à s'exprimer face à un interlocuteur.

Ces actions ont permis d'aborder une thématique sensible, « la radicalisation », qui concerne ou touche les jeunes que nous accompagnons soit par le biais de l'actualité liée aux attentats et parfois même personnellement parce qu'ils sont en contact avec des jeunes en voie de radicalisation.

Ces deux prestations ont été très valorisantes pour les jeunes :

- Elles leur ont permis d'avoir des lieux et des moyens de libérer leur parole : ils ont pu exprimer leurs idées, voir qu'elles étaient entendues, et ont pu les confronter à celles d'autres jeunes, ce qui a

permis de faire évoluer parfois leurs propres représentations.

• Le travail de création des affiches a conduit chaque jeune à créer un support très esthétique leur permettant de délivrer leur message de façon percutante, et d'interpeler ainsi les « spectateurs » de ces affiches en générant chez eux un questionnement sur cette thématique sensible de la radicalisation.



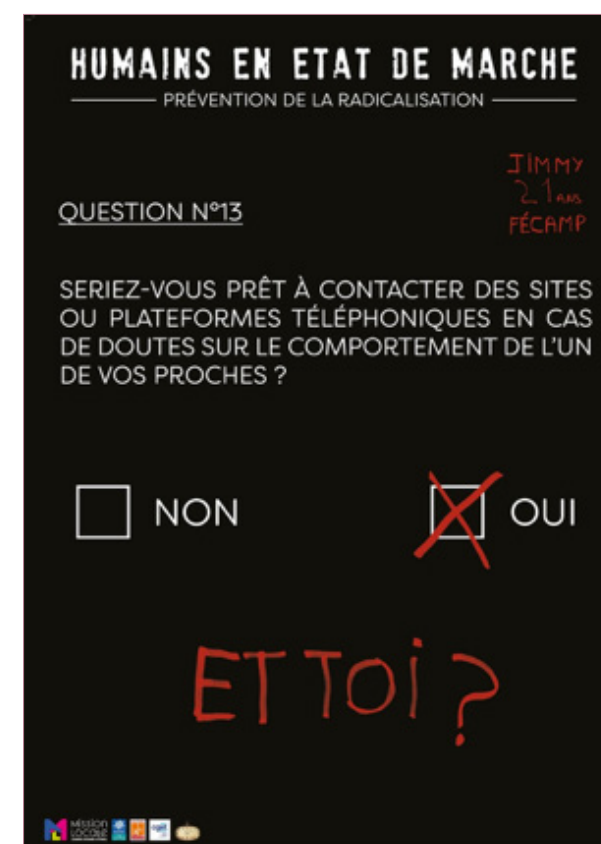
Les 10 affiches permettent de questionner un même sujet mais avec des angles d'approche différents choisis par chaque jeune en fonction de leur sensibilité et de leur façon d'appréhender le sujet. Ce projet a donc aussi permis de travailler indirectement un point essentiel chez les jeunes que nous accompagnons : la prise de confiance en eux, qui leur fait souvent défaut. En travaillant sur un projet concret, où ils créent grâce à leur investissement un support, dont la qualité est reconnue par les personnes qui découvrent ces affiches, les jeunes travaillent sur leur propre valorisation.

En participant à des actions de communication et de diffusion de ces affiches, ils ont pu continuer à renforcer le travail de prise de conscience de leurs compétences et de leurs potentiels.

Pour la Mission Locale, le support « affiches » et « cartes postales » est intéressant car il perdure dans le temps et peut continuer à être diffusé et valorisé sans quasiment aucune « restriction dans le temps ». La diversité des lieux d'affichage possibles et donc les possibilités de communication et de valorisation de ce projet sont très larges. Les compétences rédactionnelles développées dans les ateliers leur sont par ailleurs utiles dans leurs démarches de recherche d'emploi.

Au-delà des débats et échanges sur la thématique de la radicalisation, les ateliers d'expression et la représentation théâtrale des saynètes créées ont permis aux jeunes de développer leurs capacités d'expression orale et à mieux utiliser leur corps en tant qu'outil de communication non verbale. Ce type d'atelier permet, pour certains, de mieux accepter leur corps et de gagner ainsi en confiance.

Ce projet a été retenu dans le cadre d'un Appel à projet prévention de la radicalisation 2017-2018 et financé par l'État à travers le CGET, la CAF et le Conseil de département de Seine-Maritime.



POUR ALLER PLUS LOIN...

Fiche pratique pour travailler autour du projet « Humains en état de marche »

Niveaux : 15 ans et plus

Temps d'activité : 2h à 3h

Objectifs pédagogiques :

- Proposer un contre-discours à la radicalisation violente ;
- Mobiliser les compétences et les valeurs de chaque jeune ;
- Diffuser un message constructif en contrepoids des messages violents.

Travail : collectif ou individuel

Approche :

Les affiches réalisées par les jeunes ont été déclinées sous la forme de cartes postales pour pouvoir être utilisées dans le cadre d'activités pédagogiques. Le recto correspond à l'affiche et le verso propose de découvrir le témoignage du jeune à l'origine de cette affiche :

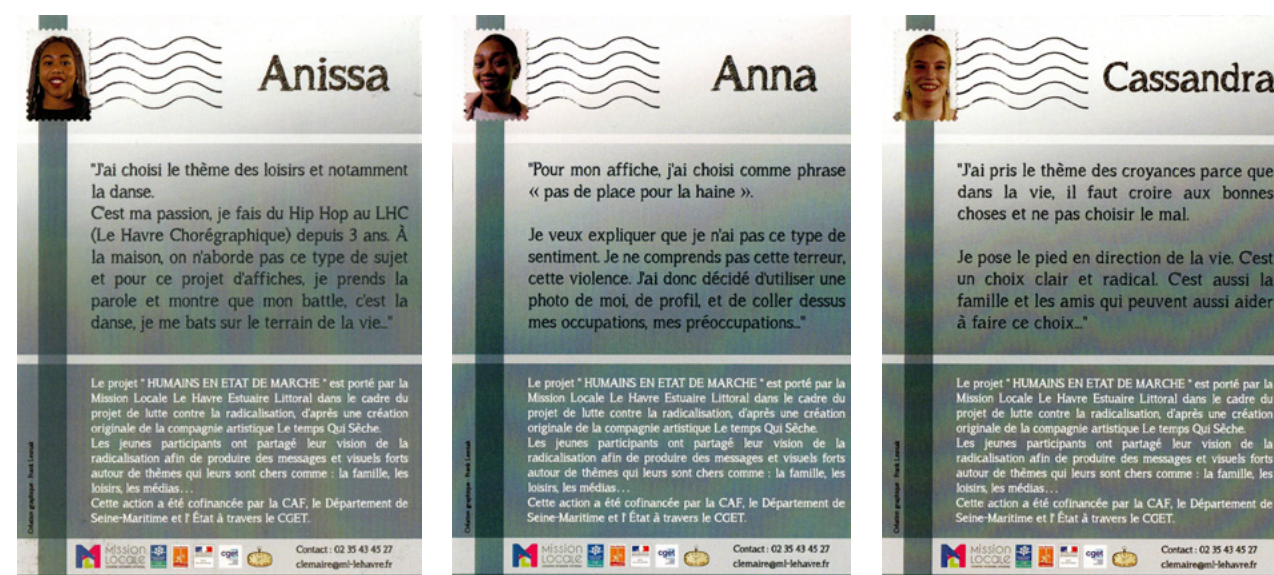
1. Présentation du contexte : activité dans le cadre d'une prévention de la radicalisation avec des outils réalisés par des jeunes et pour des jeunes. Définition de quelques termes-clefs (radicalisation, endoctrinement...).

2. Utiliser le jeu de cartes postales en ne montrant que le recto correspondant au visuel de l'affiche, les répartir sur une table et demander à chaque jeune de choisir celle qui lui parle le plus et lui demander d'expliquer pourquoi, à tour de rôle.

3. Retourner la carte et lire le témoignage du jeune qui a créé l'affiche se trouvant au verso de chaque carte.

4. Réagir à ce propos, entamer un débat avec les jeunes pour aller plus loin sur la thématique.

La Compagnie Le Temps Qui Sèche se tient à votre disposition si ces outils vous intéressent.



COMMENT TRAITER DE LA RADICALISATION AVEC DES JEUNES HORS DU CHAMP SCOLAIRE ?

L'action « Humains en état de marche » a été menée auprès de jeunes inscrits dans le dispositif « Garantie jeunes », sur la base du volontariat. Force est de constater qu'il est toujours plus délicat de mener des actions avec ces publics que l'on pourrait qualifier de « non-captifs », c'est-à-dire un public en situation volontaire d'apprentissage (en opposition avec des publics scolaires que l'on qualifie de « captif »).

Tout l'enjeu est d'attirer son attention et de retenir son intérêt. L'animateur doit alors pouvoir s'adapter au public, comprendre le fonctionnement du groupe et prendre connaissance de ses intérêts afin d'établir une relation de confiance.

Dans cette optique, il est nécessaire d'adopter une attitude bienveillante : être ouvert, avoir de bonnes connaissances et capacité d'adaptation.

Il est important de commencer par mettre en place un temps qui puisse instaurer un langage commun : il peut s'agir de définir le mot « radicalisation » par exemple, en donnant des exemples. L'animateur doit pouvoir réagir face à la situation à laquelle il est confronté et être en capacité d'adapter son projet à la situation réelle. En effet il ne pourra pas imposer son projet mais il est nécessaire qu'il puisse plutôt susciter l'intérêt des jeunes.

ACTION 2 DANS MON PAYS

Fiche signalétique du projet

Nom du projet : Dans mon pays

Porteur de projet : Ville de Strasbourg via le Conseil des Jeunes.

Jeunes concernés : 38 jeunes de 13 à 15 ans élus au Conseil des Jeunes (15 filles et 23 garçons)

Objectif : Les élus du Conseil des Jeunes ont voulu établir un dialogue avec des personnes de leur âge, susciter des réactions, donner à réfléchir sur l'importance pour chacun de se sentir utile dans la société et d'y trouver sa place.

Forme du projet : Réalisation d'un clip vidéo qui décline les valeurs républicaines partagées par les jeunes, les inquiétudes qu'ils ressentent, la tentation de la radicalisation et le message positif de l'engagement dans la vie de la société.

Durée de l'action : Entre janvier et mars 2017 à raison d'une rencontre de 1h30 par semaine.

Ressources extérieures : Une journaliste d'Arte – Une société de production vidéo

Ressources documentaires employées : Interviews d'élus, de journalistes, du chargé de mission prévention de la radicalisation violente de la Ville de Strasbourg

Budget : 8 382 euros (coût du tournage et du montage de la vidéo par la société Via Stora)

CONTACT :

Laurence Mauler

Chargée de mission Participation et engagement de la jeunesse

Ville et Eurométropole de Strasbourg

Direction Solidarités, Santé, Jeunesse -

Service Jeunesse et Éducation populaire

Mission Participation et Engagement des jeunes

1 parc de l'Étoile 67076 Strasbourg Cedex

laurence.mauler@strasbourg.eu

LE CONSEIL DES JEUNES DE STRASBOURG

La création du Conseil des Jeunes émane d'une volonté politique du maire de la Ville de Strasbourg, en 1993. Il est donc un espace voulu par les décideurs, élus au suffrage universel. Avec la mise en place de ce Conseil des Jeunes, les élus adultes se donnent la possibilité d'instaurer un dialogue avec les jeunes habitants. Le Conseil municipal des adultes donne alors une place aux jeunes dans les affaires de la cité.

Si le cadre et les modalités d'accès au Conseil des Jeunes sont fixés et garantis par la collectivité c'est afin de permettre aux jeunes de faire l'apprentissage de la démocratie représentative et participative.

Le Conseil des Jeunes est avant tout un lieu d'apprentissage de la citoyenneté : il permet d'expérimenter l'engagement et en réalisant des projets d'intérêt général.

Le Conseil des Jeunes permet la mise en relation d'adolescents (représentants d'autres jeunes) avec les pouvoirs publics, pour les initier à la chose publique et leur permettre d'influencer les politiques publiques qui les concernent.

Le Conseil des Jeunes vise à développer les compétences sociales des jeunes, favorise l'estime de soi, fait grandir le sentiment d'appartenance à sa ville, procure de la satisfaction et un sentiment d'utilité sociale. S'engager dans le Conseil des Jeunes, c'est faire l'expérience d'une citoyenneté active et mieux comprendre le fonctionnement des institutions démocratiques ainsi que le sens des valeurs et principes de la République.

Le Conseil des Jeunes forme des esprits libres : les Conseillers jeunes y apprennent à réfléchir librement, à échanger, à débattre, à écouter les autres, à se faire leurs propres opinions pour devenir des citoyens libres et égaux en droits.



<https://www.youtube.com/watch?v=qBhaUdvi6x4>

Ce projet a été réalisé par les jeunes élus du Conseil des Jeunes de Strasbourg dans le Bas-Rhin (67) en 2015-2017.

GROS PLAN SUR « DANS MON PAYS », UNE INITIATIVE CONÇUE ET RÉALISÉE SOUS LA RESPONSABILITÉ DE LAURENCE MAULER, EN CHARGE DE LA MISSION JEUNESSE, ET JULIEN HARMAND SON COLLABORATEUR, QUI ONT SUIVI PAS À PAS L'ÉLABORATION DU PROJET.

Comment est venue l'idée de créer un clip qui parle de la radicalisation ? Cette idée leur a-t-elle été « soufflée » ?

Pas du tout ! Chaque commission du Conseil des Jeunes est libre de travailler sur la thématique de son choix pourvu que cela relève de l'intérêt général des jeunes. Bien sûr chaque projet est présenté au maire et soumis à sa validation.

Lors du mandat 2015-2017, il y avait plusieurs commissions : Europe, Solidarité, Temps libre, Citoyenneté et décryptage de l'actualité. Il faut se replacer dans le contexte et l'actualité de

l'époque et la commission Solidarité avait décidé de mener des actions pour apporter une aide aux enfants de Syrie et travailler sur la situation des droits de l'enfant partout dans le monde. Ils ont écrit un plaidoyer, lu d'abord en Conseil municipal puis transmis à l'ONU et enfin au président de la République nouvellement élu.

La commission Citoyenneté et décryptage de l'actualité, quant à elle, après une rencontre avec une journaliste d'Arte, s'est fixée comme objectif d'aider les jeunes à faire preuve de discernement pour ne pas tomber dans le piège de la radicalisation.

Quelle a été la première étape du projet ?

Il faut savoir que Strasbourg est la seule ville en France à avoir un adjoint au maire spécifiquement chargé de la prévention de la radicalisation violente et un chargé de mission sur cette thématique.

Les jeunes les ont donc rencontrés pour connaître la politique de la ville en la matière.

MOBILISER DES RESSOURCES EXTÉRIEURES DANS LE CADRE D'UN PROJET DE PRÉVENTION DE LA RADICALISATION

Afin de vous aider à traiter cette thématique vous pouvez avoir recours à de nombreuses ressources : projections ciné, représentations de théâtre, ateliers pédagogiques, jeux, interventions d'associations spécialisées et d'universitaires, site internet... Leur disponibilité dépend de votre territoire. On retrouve parmi celles-ci :

Théâtre :

- Une proie si facile : spectacle de théâtre-forum pour prévenir des problèmes liés aux risques de la radicalisation chez les jeunes et permettre le repérage d'éventuels cas d'embrigadement. Plus d'informations : <http://espace-theatral-interactif.fr>
- Sur le fil : pièce associant débat avec le public et information préventive permettant d'échanger de façon ludique et dynamique. Plus d'informations : <http://www.reactif-theatre.fr>
- Deux minutes après moi : spectacle suivi d'un débat sur les dangers de la manipulation mentale, l'isolement psychologique et relationnel, le besoin de reconnaissance. Plus d'informations : <http://www.fenetresur.org/show/radicalisation-embrigadement/>
- Vague à larmes : spectacle traitant de la prévention des dérives sectaires sur la thématique spécifique de la défense des droits des animaux. Plus d'informations : <http://www.six-pieds-sur-terre.fr>

Films :

- Le ciel attendra (1h45) : réalisé par Marie-Castille Mention-Schaar. Ce film raconte le parcours de deux jeunes filles radicalisées. Plus d'informations : <https://www.unifrance.org/film/42065/le-ciel-attendra>
- Ne m'abandonne pas (1h30) de Xavier Durringer : un père tente de sauver sa fille alors que celle-ci s'apprête à partir en Syrie pour rejoindre son époux djihadiste. Plus d'informations : <https://scarlettprod.fr/portfolio/ne-mabandonne-pas/>
- L'adieu à la nuit (1h43) d'André Téchiné : Muriel découvre que son petit-fils lui a menti et qu'il s'ap-

prête à partir en Syrie avec sa petite-amie. Bouleversée, elle décide de réagir. Plus d'informations : <http://www.advitamdistribution.com/films/ladieu-a-la-nuit/>

- Le jeune Ahmed (1h24) réalisé par les Frères Dardenne : Ahmed, un jeune Belge de 13 ans, vit sous l'influence de son imam intégriste et bascule vers le fanatisme et la radicalisation. Plus d'informations : <http://diaphana.fr/film/le-jeune-ahmed/>
- Les Revenantes (1h20) : documentaire réalisé par Marion Stalens : témoignages de femmes parties rejoindre la Syrie et d'autres qui ont failli suivre cette voie. Plus d'informations : <https://education.francetv.fr/matiere/actualite/premiere/programme/revenantes-recits-de-femmes-paroles-d-experts>

Ateliers pédagogiques :

- Les Veilleurs de l'info : parcours éducatif de la Ligue de l'enseignement (en libre téléchargement sur internet) en 6 étapes permettant d'aborder les discours complotistes et leur mécanisme, le travail du journaliste et d'une rédaction, la vérification des sources... Plus d'informations : <https://laligue.org/decouvrez-le-parcours-les-veilleurs-de-linfo/>
- Atelier Zone d'Expression Prioritaire : animé par des journalistes professionnels, il vise à favoriser l'esprit critique et l'expression des jeunes. Plus d'informations : <http://www.la-zep.fr>
- Atelier Complots rigolos : cette activité propose aux jeunes de s'interroger sur la manière dont est conçue et diffusée l'information, et les invite à analyser et déconstruire les procédés utilisés pour manipuler l'opinion. Plus d'informations : <https://asso-generationnumerique.fr/nos-actions-les-complots-rigolos/>
- Atelier Dessin de presse : décrypter et débattre : il offre la possibilité à des jeunes de décrypter des dessins de presse et d'aborder des thèmes divers : liberté d'expression, de conscience, laïcité, religion, terrorisme et cyber-endocrinement, égalité et discriminations, etc. Plus d'informations : <http://www.dessinezcreezliberte.com>

Interventions de spécialistes :

- Association de victimes :
- Association Française des Victimes du Terrorisme : <https://www.afvt.org>
 - Association 13Onze15 : <http://www.13onze15.org>

Sitographie :

- Série d'entretiens de spécialistes : 12 vidéos de témoignages de chercheurs, praticiens, familles associés au réseau européen PRAC-TICIES en charge de la prévention de la radicalisation : <https://vimeo.com/channels/practicies/videos>
- Outil pour apprendre à argumenter : Seriously : conseils d'experts, ressources médias pour mener une réflexion argumentée et lutter contre les discours haineux présents sur internet. Plus d'informations : <https://www.seriously.org>
- Outil de vérification d'informations et de lutte contre la désinformation / fake news : Décodex rattaché au journal *Le Monde* (<https://www.lemonde.fr/verification/>), CheckNews géré par des journalistes de *Libération* (https://www.liberation.fr/checknews_100893), Les Observateurs créé par France24 (<https://observers.france24.com/fr/tag/intox>) et HoaxBuster (<http://www.hoaxbuster.com>).

Bibliographie :

- Livre : *L'Après Charlie. 20 questions pour en débattre sans tabou* écrit par Jean-Louis Bianco, Lylia Bouzar et Samuel Grzybowski (éditions de l'Atelier, Réseau Canopé, 2015) : il aborde des thèmes variés en associant à la fois des points de vue de jeunes et d'experts (la liberté d'expression, l'indignation à géométrie variable, les discriminations, les théories du complot, la laïcité, etc.). Plus d'informations : <https://www.reseau-canope.fr/notice/lapres-charlie.html>
- Dossier pédagogique : « Contre la radicalisation. Identifier et déconstruire le processus de radicalisation » propose des fiches pédagogiques thématiques réalisées par Jérôme Ferret maître de conférence HDR en sociologie et Séraphin Alava, professeur en sciences de l'éducation en partenariat avec la Ligue de l'enseignement de Paris : http://www.alteregoratio.org/wp-content/uploads/2018/03/AlterEgoRatio_Radicalisation_v11.pdf

Avant de travailler à l'élaboration d'un outil de prévention de la radicalisation, le Conseil des Jeunes a voulu mieux comprendre la menace terroriste et les techniques d'embrigadement des jeunes notamment sur internet.

Les Conseillers jeunes ont compris que comme eux, de nombreux jeunes ont besoin de se sentir utiles et cherchent à s'engager au service d'une cause. Trompés et manipulés par des personnes mal intentionnées, ceux qui sont en situation de vulnérabilité s'exposent à la radicalisation alors que leur intention de départ était peut-être simplement de se rendre utile en s'intéressant à une cause dite humanitaire.

Ainsi, au fil des rencontres et des travaux, le Conseil des Jeunes a souhaité réaliser une vidéo de prévention de la radicalisation.

Quel est le principal message porté par cette vidéo ?

Les jeunes conseillers ont très vite compris que s'il est important de détenir les clés pour décrypter la propagande djihadiste et ne pas tomber dans le piège de la radicalisation, il est tout aussi important d'offrir à tous les jeunes des perspectives d'engagement. C'est ce sur quoi ils voulaient insister dans cette vidéo.

Cet engagement peut prendre différentes formes : dans un Conseil de jeunes, dans une association, auprès de publics dans le besoin...

La vidéo veut mettre en avant le vivre ensemble, la place des jeunes dans la société et leur propre expérience, à savoir celle de l'engagement volontaire au service de l'intérêt général.

Quelles ont été les phases pour la réalisation de cette vidéo ?

Après la phase de réflexion, de discussions de rencontres, les conseillers jeunes ont écrit ensemble, en atelier, le scénario de la vidéo : « Dans mon pays ». On était entre janvier et mars 2017, quelques mois avant l'élection présidentielle, c'était aussi leur façon de participer aux débats de l'élection du président de la République.

Concrètement, le Conseil des Jeunes se réunit pratiquement chaque mercredi après-midi. Ils se voient tous ensemble ou en commission pendant 1h30.

Nous suivons les commissions mais les laissons agir en complète autonomie.

Nous avons pu constater que leurs discussions portaient essentiellement sur le fond et sur les messages qu'ils souhaitaient faire passer.

Ont-ils été aidés pour la mise en scène ?

Nous avons travaillé avec la société de production vidéo Via Stora qui a l'habitude de travailler avec les jeunes. Via Stora a aidé à mettre en scène, a fait des propositions mais les jeunes ont fait les contre-propositions qu'ils voulaient.

Le tournage s'est déroulé sur une grosse demi-journée, ce qui est très peu. Comme ils étaient très investis, cela a pu se faire rapidement. Ils ont réalisé une répétition puis sont passés au tournage. Via Stora a ensuite fait le montage et les propositions d'incrustation des illustrations. Là aussi, il y a eu parfois des discussions. Les jeunes ne se sont rien laissés imposer !

Comment cette vidéo a-t-elle été exploitée ?

Comme il s'agissait de mineurs, nous avons bien cadré les questions de droits à l'image pour pouvoir exploiter la vidéo. Sur un tel sujet, on voulait d'autant s'assurer que les parents acceptaient la présence de leurs enfants sur le clip.

Le film a d'abord été présenté aux parents en séance plénière du Conseil des Jeunes et ils ont fait une conférence de presse pour présenter le projet. Ils ont pu exprimer beaucoup de messages sur leur démarche (voir encadré).

Nous avons obtenu un accord avec les cinémas UGC qui, pendant deux semaines, ont présenté le clip en première partie de tous les films. C'était une belle reconnaissance de leur travail.

Les conseillers ont-ils présentés le film à d'autres jeunes ?

Oui, il y a eu une présentation-débat du film au centre socio-culturel de la Meinau, qui est un quartier populaire de Strasbourg, particulièrement touché par la radicalisation avec plusieurs départs de jeunes en Syrie.

Ce qui était très intéressant, c'est de voir comment le débat s'est organisé entre deux groupes de jeunes, ceux qui fréquentent le centre socio-culturel et les conseillers. Chacun a pu exprimer son ressenti et avancer ses arguments. Cela a vraiment libéré la parole et créé des échanges avec des points de vue différents et néanmoins complémentaires. En voulant sortir d'une position victimaire, les conseillers jeunes ont vraiment rappelé leur confiance dans les valeurs de la République, le vivre ensemble et à l'engagement citoyen possible pour chacun.

Ce fut la seule présentation-débat ?

Malheureusement oui. Le clip aurait pu faire l'objet de davantage de diffusions accompagnées d'un débat avec les jeunes. D'autres projets étaient en cours mais cela n'a pas abouti.

C'est dommage car ces jeunes se sont réellement investis dans ce projet et sont fiers de la parole qu'ils portent. D'ailleurs, à la fin de leur mandat, ils ont demandé à rester « ambassadeurs de la prévention de la radicalisation ». Aujourd'hui, un certain nombre d'entre eux serait heureux d'accompagner le film.

Mais ce n'est pas si facile d'aborder cette question avec les jeunes. Beaucoup d'acteurs de terrain ne savent pas vraiment comment s'y prendre. Il faut une réelle mise en réseau et un accompagnement pour ce faire. Il faut encore convaincre les acteurs socio-culturels du bien-fondé de ces rencontres, sans avoir peur d'aborder ces thématiques. Selon les contextes, ce n'est pas toujours facile.

La ville de Strasbourg a créé un kit pédagogique pour mener des actions de prévention de la radicalisation et c'est un outil qui va être très utile, que ce soit en milieu scolaire ou dans le secteur socio-culturel.

UN EXEMPLE DE VALORISATION POSSIBLE : COLLABORATION AVEC LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DU BAS-RHIN

On constate que de nombreux projets, une fois réalisés, ne parviennent pas à être réutilisés dans d'autres contextes éducatifs, alors même qu'ils constituent des outils de prévention efficaces et accessibles. Or, il est primordial de réfléchir à cette diffusion dès la genèse du projet afin de garantir leur pérennité. Le projet strasbourgeois présenté ci-dessus a permis de générer un kit pédagogique qui pourra ainsi être relayé par la Ligue de l'enseignement du Bas-Rhin. M. Chevalerias, administrateur de l'association, présente ci-dessous les différentes pistes d'exploitation possibles :

La création de la vidéo a été l'occasion d'avoir un dialogue entre la ville de Strasbourg et la Ligue de l'enseignement du Bas-Rhin autour de la thématique de la prévention de la radicalisation.

Cette thématique représente un enjeu partagé par la collectivité et par notre association d'éducation populaire.

La Ligue, riche de son réseau d'acteurs autour de l'école, se veut un relais auprès des différents publics concernés.

Nous envisageons de promouvoir cet outil auprès des jeunes et auprès des animateurs et formateurs.

En lien avec les jeunes du Conseil des Jeunes de Strasbourg qui ont créé cette vidéo, celle-ci sera présentée et commentée auprès des volontaires en service civique lors des formations civiques et citoyennes. Elle sera également présentée lors des différentes formations organisées pour les animateurs périscolaires intervenant dans les accueils collectifs de mineurs et dans les dispositifs de réussite éducative et d'accompagnement scolaire ainsi que dans les formations Bafa et BAFD. La Ligue, dans ces formations, ne se limite pas à un apport de compétences mais amène également une réflexion autour des valeurs de laïcité, de l'engagement citoyen, de l'égalité hommes-femmes...

D'autres projets autour de la prévention de la radicalisation pourraient voir le jour prochainement.

Il est important de commencer par mettre en place un temps qui puisse instaurer un langage commun : il peut s'agir de définir le mot « radicalisation » en donnant des exemples. L'animateur doit pouvoir réagir à la situation à laquelle il est confronté et être en capacité d'adapter son projet à la situation réelle. En effet, il ne pourra pas imposer son projet mais il est nécessaire qu'il puisse plutôt susciter l'intérêt des jeunes.

Face à des propos violents ou provocateurs, qui peuvent survenir lors d'échanges sur ce thème, il est important de garder son calme et de faire preuve de diplomatie. La préparation des interventions permet d'instaurer un environnement favorable au débat. L'animateur doit tout particulièrement veiller à :

- Être clair sur sa position personnelle, son éthique, ses valeurs par rapport au projet ;
- Prendre en compte l'environnement global et la dynamique du groupe et les différents rôles des interlocuteurs dans cette dynamique ;
- Adopter une posture suffisamment « ouverte et souple » pour s'adapter aux besoins des jeunes.

M. Chevalerias, membre du CA de la Ligue de l'enseignement du Bas-Rhin



© Geneviève ENGEL pour Strasbourg Eurometropole

TÉMOIGNAGE DES PARTICIPANTS

MESSAGE ADRESSÉ À LA PRESSE PAR LE CONSEIL DES JEUNES EN AOÛT 2017 AU MOMENT DE LA SORTIE OFFICIELLE DE LA VIDÉO « DANS MON PAYS »

« Lorsque nous avons débuté notre mandat en octobre 2015, notre pays était encore sous le choc des attentats de janvier à Paris. Au fil du temps nous avons été régulièrement les témoins d'attentats en France : Le Bataclan, Nice et à plusieurs reprises dans Paris, dans des villes d'Europe et du monde et très récemment en Espagne.

Nous avons compris que les terroristes s'attaquent aux valeurs de nos sociétés démocratiques en ayant recours à une violence extrême.

Nous grandissons dans ce climat d'état d'urgence, avec des plans Vigipirate, des spots « Stop Djihadisme », avec des médias qui relayent des actualités dramatiques, jour après jour, et des adultes qui nous mettent en garde.

Du coup, dans le cadre de nos travaux autour du décryptage de l'actualité et de la prévention de la radicalisation, nous avons voulu apporter notre vision sur la situation, une vision de jeunes conscients du monde dans lequel ils vivent.

Dans la société il est beaucoup question de crises économique, politique, sociale, de chômage, de corruption, de grève. Les jeunes aspirent à d'autres projets et peuvent être tentés de rejeter la société dans laquelle ils vivent. Il est donc facile pour Daech, à travers des vidéos de propagande, d'attirer les jeunes en leur proposant un monde meilleur. De nombreux jeunes s'interrogent sur leur scolarité, sur les débouchés, l'orientation. En leur disant de quitter le système scolaire, les organisations terroristes comme Daech leur donnent l'illusion d'une porte de sortie plus intéressante que la réussite d'un examen ou la recherche d'un stage.

Sur internet notamment, les jeunes sont des cibles pour les recruteurs qui postent des vidéos de propagande en promettant d'offrir un monde meilleur dans lequel les jeunes peuvent avoir une place, un rôle et trouver du sens.

Si Daech est aussi fort, c'est peut-être parce que la société est faible dans son offre en direction des jeunes. Si on cherche un idéal ailleurs, c'est qu'ici on a l'impression de n'avoir aucun avenir.

La radicalisation est un risque auquel, nous les jeunes sommes particulièrement exposés. Sur internet, des vidéos de propagande circulent. On fait une recherche innocente ou on regarde une vidéo sur YouTube et on tombe sans le savoir sur une vidéo de propagande.

Progressivement des jeunes peuvent adhérer à une idéologie extrémiste qui leur donne envie de passer à l'acte et d'avoir recours à la violence.

Comme nous, de nombreux jeunes ont besoin de se sentir utile et cherchent à faire l'expérience de l'engagement. Trompés et manipulés par des personnes mal intentionnées, certains jeunes se radicalisent alors que leur intention de départ était peut-être simplement de se rendre utile en s'engageant pour une cause humanitaire.

Prévenir la radicalisation c'est aussi offrir des perspectives meilleures aux jeunes en leur permettant de s'engager autrement : dans des associations, auprès de publics dans le besoin ou comme nous dans un Conseil de jeunes.

Au sein de la commission Citoyenneté et décryptage de l'actualité du Conseil des Jeunes, nous nous sommes fixés comme objectif d'aider les jeunes habitants à faire preuve de discernement pour ne pas tomber dans le piège de la radicalisation.

Avec l'aide des services de la Ville : la Mission Jeunesse et de la Mission Prévention de la radicalisation, nous avons trouvé quelques clés pour décrypter la propagande djihadiste, déconstruire les théories du complot et être en capacité de faire preuve de discernement pour ne pas tomber dans le piège de Daech et des organisations terroristes.

Nous avons compris que dans tout message, seuls les faits comptent et non pas leurs interprétations. Nous avons eu la chance de rencontrer une journaliste-reporter d'Arte qui nous a parlé de la vérification des sources d'information avant leur diffusion dans les médias.



© Genevieve ENGEL pour Strasbourg Eurometropole

Pour s'assurer de la fiabilité des informations sur le web et dans les médias, il nous appartient de vérifier que ces informations proviennent bien de journalistes ou de reporters qui sont sur le terrain et au plus proche des réalités.

Notre projet est de participer, à notre manière, à la prévention de la radicalisation des jeunes en agissant pour que les jeunes ne se fassent pas piéger par des organisations terroristes.

Pour nous adresser très largement aux jeunes, nous avons voulu réaliser une vidéo et devenir des ambassadeurs de la prévention de la radicalisation. Notre vidéo est une manière de répondre à la propagande extrémiste en invitant les jeunes à trouver du sens à leur existence dans notre société, une société de droit avec des valeurs et principes démocratiques.

Notre message ne consiste pas à faire peur ou à faire la morale aux jeunes. Notre intention est d'établir un dialogue entre jeunes, de susciter des réactions, de donner à réfléchir sur la question de l'engagement, de débattre de cette importance pour chaque jeune de se sentir utile dans la société et d'y trouver sa place.

Face à la radicalisation, notre force sera de nous intéresser les uns aux autres, de nous montrer tous les jours plus solidaires car c'est en vivant ensemble, sans arme, sans violence que nous défendrons le mieux nos valeurs, nos libertés et nos droits.

Nous voudrions que tous les jeunes soient préservés de cette menace, qu'ils trouvent d'autres réponses, d'autres voies, d'autres chemins pour se réaliser. »

POUR ALLER PLUS LOIN...

Fiche pédagogique et d'exploitation du projet « Dans mon pays » réalisée par Laurence Mauler.

Niveaux : 13-15 ans

Objectifs :

- Proposer un contre-discours visant à déconstruire les argumentaires radicaux et théories du complot ;
- Proposer une alternative à la rhétorique extrémiste ;
- Diffuser un message positif ou d'une autre teneur face à la propagande extrémiste ;
- Mettre en avant le vivre ensemble, la place des jeunes dans la société et encourager l'expérience de l'engagement volontaire de jeunes au service de l'intérêt général.

Source : Mission Jeunesse de la Ville de Strasbourg Conseil des Jeunes > Lien : <https://www.youtube.com/watch?v=qBhaUdvi6x4>

Temps de visionnage : 3'12"

Temps d'activité : 1h à 1h30

Travail : collectif essentiellement sous forme de débat

Approche :

1. Diffuser la vidéo une première fois sans introduire le sujet.
2. Favoriser l'émergence de la parole des élèves : Qui sont ces jeunes ? Quel est le message ? Qu'avez-vous compris ?
3. Diffuser la vidéo une seconde fois en demandant aux élèves d'identifier les 4 parties de la vidéo.

Les 4 parties :

- 1^{ère} partie : Le pays : ses valeurs, ses principes et le mode de vie des jeunes.
Une première partie assez positive qui traite des valeurs et principes de la France, de ce que l'on peut y faire et du mode de vie des jeunes.
- 2^{ème} partie : Regard sombre sur le pays (inquiétudes)
Une deuxième partie qui porte un regard plus sombre et plus critique des jeunes sur leur pays. Des inquiétudes, du mal-être et une forme de rejet sont ici exprimés.
- 3^{ème} partie : Fausse promesse et envie de quitter

son pays (risque de radicalisation).

Une troisième partie reflète la fausse promesse de Daesh et montre le processus de radicalisation avec la tentation et l'envie de rompre avec les valeurs de la société et quitter son pays.

- 4^{ème} partie : S'engager et trouver sa place dans son pays.

La quatrième et dernière partie correspond à la promesse républicaine qui donne à chaque jeune les mêmes droits et lui offre la possibilité de se construire dans son pays. C'est aussi une invitation au vivre ensemble et à l'engagement citoyen.

4. Travail collectif pour restituer le travail d'identification des 4 parties et le message global du Conseil des Jeunes.

5. Laisser place à un débat sur les sujets identifiés par la classe.

Possibilité de conclure la séquence par la lecture du message adressé à la presse par le Conseil des Jeunes en août 2017 au moment de la sortie officielle de la vidéo : « Dans mon pays »

Niveaux : 4^e, 3^e

6. Laisser place à un débat sur les sujets identifiés par la classe ou le groupe.

7. Une dernière étape, dans une seconde séance, pourrait être de demander à chacun des élèves de s'inspirer de ce texte et d'écrire une suite dans mon pays positive ou non ou de recontextualiser la vidéo en écrivant « Dans mon lycée » pour aborder des thèmes tels que nationalisme et fraternité, racine et interculturalité, aspects clairs et obscur d'un groupe...

CONSEIL MÉTHODOLOGIQUE

LA RECHERCHE DE FINANCEMENTS

Afin d'obtenir un financement complémentaire à votre projet, il est possible de vous adresser à certains financeurs potentiels listés ci-dessous. Les appels à projets dépendent des territoires, c'est pourquoi nous vous invitons à consulter les sites des antennes locales.

FIPD : Les subventions du FIPD doivent permettre la mise en œuvre des orientations de la stratégie nationale du CIPDR, en favorisant notamment des projets de prévention dans le cadre du plan de prévention de la radicalisation « Prévenir pour protéger » présenté par le gouvernement le 23 février 2018.

Les appels à projets sont à retrouver sur les sites des Préfectures.

Plus d'informations :
<https://www.cipdr.gouv.fr/le-cipdr/le-fipd/>

Conseils régionaux et généraux : En application de la circulaire du 13 mai 2016, les « conseils départementaux ont un rôle essentiel pour la prévention de la radicalisation, compte tenu de leurs missions dans le champ social et plus particulièrement pour les mineurs dans le cadre de la protection de l'enfance ». Nous vous invitons à vous renseigner au sein de votre territoire pour savoir si vous pouvez bénéficier d'un soutien dans ce cadre.

Plus d'informations : voir les sites du Conseil de votre territoire.

CAF : La Caisse d'Allocations Familiales soutient des initiatives ayant pour finalité la prévention de la radicalisation primaire (auprès des jeunes et des familles) et qui s'inscrivent dans le cadre :

- du soutien de la parentalité,
- du renforcement et de la promotion des valeurs républicaines,
- de l'éducation numérique,
- de la pédagogie du contre-discours.

Plus d'informations : voir les sites de la CAF de votre territoire.

GLOSSAIRE

Ce glossaire vise à expliciter les usages spécifiques des termes dans un phénomène de radicalisation islamiste. Il n'est en aucun cas exhaustif.

Allâh : Dieu en arabe, fait généralement référence au nom de Dieu dans l'Islam.

Bilad el-Cham : Territoire qui correspond à la Palestine, la Jordanie, le Liban et la Syrie. On l'appelle aussi « La Grande Syrie ». Durant la plus grande partie de l'histoire du Moyen-Orient, cette région a été un ensemble homogène, tant du point de vue culturel qu'économique.

Chiisme : Le deuxième courant le plus important de l'islam, après le sunnisme. Le chiisme, avec les sunnites ultra-majoritaires, apparaît dès la succession du prophète Mahomet au VII^e siècle, quand les partisans d'Ali, cousin et gendre du Prophète, le considèrent comme le vrai successeur. Au fil du temps, les chiites se sont organisés en véritable clergé contrairement aux sunnites. L'Iran est le plus grand pays majoritairement chiite, devant l'Irak.

Daech : Mouvement terroriste issu d'Al Quaida, né en Irak suite à l'invasion américaine en 2003 et ses suites funestes (la rébellion des sunnites, jusque-là au pouvoir, soudain marginalisés sinon pourchassés par la majorité chiite revancharde). Sous la houlette d'Abou Bakr al-Baghdadi, s'est focalisé sur la création d'un « État » – d'où l'expression « État islamique », qui a aboli les frontières « issues de la colonisation » entre Syrie et Irak. Daech ne renie pas « l'ennemi lointain » (l'Occident), mais privilégie la lutte contre les chiites et les pouvoirs « impies » (Iran, Irak, Syrie) ainsi que l'installation d'un Etat et même d'un califat, proclamé en 2014, que très peu de sunnites reconnaissent pourtant jusqu'ici.

Emir : Celui qui donne les ordres. Usage : Emir Djamâ'ah (l'Emir du groupe).

Fitnah : Rivalités, désaccords et divisions parmi les musulmans constituant des épreuves pour la foi. Le mot peut être également traduit par « trouble, révolte, agitation ». Le pluriel fitan est également utilisé.

Djihad Al-nikah : Ce terme signifie le mariage en temps de guerre. Usage : les femmes qui quittent leur famille pour rejoindre l'État islamique et soutenir des djihadistes en se mariant avec eux.

Îqâb : Châtiment.

Jihâd, djihâd : Ce terme signifie « abnégation, effort, lutte ou résistance », souvent traduit à tort par « guerre sainte ». Le mot jihâd est employé à plusieurs reprises dans le Coran, souvent dans l'expression idiomatique « al-ğihâd bi amwalikum wa anfusikum » qui peut se traduire par « lutter avec vos biens et vos âmes ». Ainsi, le jihad peut aussi être défini par l'expression « faites un effort dans le chemin de Dieu ». On distingue le petit Jihad mené contre les infidèles ou contre des musulmans considérés comme opposants et révoltés et le Grand Jihad qui est une lutte contre soi-même.

Halâl : Désigne tout ce qui est autorisé par la charia, la loi islamique. Cela ne concerne pas seulement la nourriture et les boissons, mais également les habitudes de vie, la « morale musulmane ».

Harâm : Illégal ; illicite ; interdit.

Hijrah, Hidjra : Le terme « émigration » renvoie dans l'imaginaire musulman à l'exil du prophète Mohamed de la Mecque à Médine en 622 de l'hégire.

Kafir : Mécréant.

Katibah : Unité de combattants.

Muhajira : Femme de djihadiste.

Mujâhidîn : Djihadistes. Le mot trouve son origine dans la guerre contre l'union soviétique en Afghanistan. Il devient un nom utilisé pour parler des djihadistes en général.

Nashid : Le nashid (anashid au pluriel) est un chant ou un hymne. En arabe le terme nashid n'a pas uniquement une connotation religieuse, il est aussi employé pour désigner l'hymne national (an-Nashid al-Watani). Usage : dans le contexte jihadiste le nashid est chanté a capella, sans instrument de musique, et constitue une part importante de l'expression de la « culture jihadiste ».

Niqab : Souvent utilisé pour illustrer des articles sur le voile alors qu'il est très minoritaire en France, le niqab est de couleur noire et couvre les cheveux, le corps ainsi que le visage avec une fente plus ou moins large au niveau des yeux. Les mains sont gantées et les pieds couverts. Il est également répandu chez les salafistes.

Oumma : Le terme signifie communauté ou nation. Usage : l'expression désigne l'ensemble de la communauté des croyants musulmans. « La Oumma de Mohamed ».

Tawhîd : Unification signifiant littéralement le fait « d'unifier Dieu ». Cette notion occupe une place centrale dans le langage djihadiste car il s'agit du seul véritable dogme. C'est parce que Dieu est Un et unique que toute vénération d'autres personnes est interdite.

Salafisme : Racine de salaf, « ancêtres » ou « pieux prédécesseurs ». Le retour à l'islam des origines (« retour à la pureté des sources ») et la rééducation morale de la communauté musulmane.

Salafisme quiétiste : Un courant de l'islam ultra-orthodoxe. Il s'intéresse à la prédication et à la formation religieuse en mettant l'accent sur l'éducation islamique. Il ne s'intéresse pas aux questions politiques.

BIBLIOGRAPHIE

- Alava Séraphin, Frau-Meigs Divina, Hassan Ghayda, Hussein Hasna, *Les médias sociaux et la radicalisation conduisant vers l’extrémisme violent des jeunes : Rapport UNESCO*, Direction de l’information et de la communication, 2017
- Grondeux Jérôme, Desormeaux Didier, *Le complotisme : décrypter et agir*, Réseau CANOPE, 2017
- Ruffion Alain, *Méthodes d’intervention en prévention de la radicalisation*, La Boîte à Pandore 2018, Boris Cyrulnik (Préface)
- Kit de formation 2018 publié par le CIPDR ([disponible en ligne](#))
- Guide édité par le ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports « Acteurs du sport et de l’animation : mieux connaître, mieux comprendre et mieux prévenir les phénomènes de radicalisation » (juillet 2016) ([disponible en ligne](#))

REMERCIEMENTS

Coordination du guide : Eléonore Ward et David Brée de la Ligue de l’enseignement de Paris

Rédaction du guide : Véronique Simon-Loudette et Eléonore Ward

Chaleureux remerciements à Séraphin Alava, Chloé Auber, Jérôme Boyer, Mariette Darrigrand, Mélanie Gallard, Julien Harmand, Marie Kiffer, Aleksander Kondak, Laurence Mauler, Rasha Nagem, Elyamine Settoul pour le temps qu’ils ont bien voulu consacrer à l’élaboration de ce guide pratique.

ANNEXES

- Appel à projet « Prévention de la radicalisation en 2017 » publié par la Mission locale Le Havre Estuaire Littoral
- Questionnaire conçu par les jeunes de la Mission Locale Le Havre Estuaire littoral pour leur projet

Le Havre, le 19 avril 2017

Madame, Monsieur,

Après les attaques terroristes du 13 novembre 2015, le président de la République et le Gouvernement, après avoir décidé d'instaurer l'état d'urgence pour trois mois, ont présenté un nouveau projet de loi, cette fois destiné à réformer la procédure pénale en vue de mieux lutter contre le crime organisé. Il a été adopté définitivement le 25 mai 2016, et la loi a été promulguée le 3 juin. Le Gouvernement a aussi décidé dès avril 2014 d'un plan d'actions contre les filières djihadistes et la radicalisation.

En juillet 2016, on recensait plus de 5 000 signalements de radicalisation effectués depuis la création du numéro vert, qui ont permis d'empêcher de nombreux départs. Tous font l'objet d'un suivi spécifique. Le 9 mai 2016, un plan très complet de 80 mesures pour lutter contre la radicalisation et contre le terrorisme a été présenté, avec notamment la création d'un centre de réinsertion et de citoyenneté par région d'ici fin 2017.

Afin d'assurer la cohérence des actions de prévention en Seine-Maritime, l'État, le Conseil Départemental de la Seine-Maritime et la Caisse d'Allocations Familiales (CAF76) ont décidé pour l'année 2017 de coordonner leur intervention.

A cet égard, la Mission Locale Le Havre Estuaire Littoral, qui accompagne des jeunes de 16 à 25 ans en situation de vulnérabilité ou non dans le cadre unique du Parcours d'Accompagnement Contractualisé vers l'Emploi et l'Autonomie (PACEA) et /ou de la Garantie Jeunes, souhaite que les jeunes puissent s'exprimer à travers l'expression théâtrale sur le sujet sensible mais très important de la radicalisation.

C'est pourquoi, nous vous adressons en pièce jointe un appel à projet « PRÉVENTION DE LA RADICALISATION EN 2017 », projet qui devra être innovant, pertinent, ludique. Les outils utilisés pourront être le théâtre forum, conférences débat avec des acteurs institutionnels, toutes formes d'expositions, d'écritures.

Certain de l'intérêt que vous porterez à cet appel à projet, et dans l'attente de vous lire, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, mes salutations distinguées.

M. Sofiane GACEM,
Directeur-Adjoint

Mission Locale Le Havre Estuaire Littoral
Pôle Administratif
5 rue Miroglio - 76620 Le Havre
Tél. : 02 35 43 53 95
SIRET 327 113 023 00037 - NAF 8413Z

Cahier des charges 2017

PRÉVENTION DE LA RADICALISATION EN 2017

Textes

Après les attaques terroristes du 13 novembre 2015, le président de la République et le Gouvernement, après avoir décidé d'instaurer l'état d'urgence pour trois mois, ont présenté un nouveau projet de loi, cette fois destiné à réformer la procédure pénale en vue de mieux lutter contre le crime organisé. Il a été adopté définitivement le 25 mai 2016, et la loi a été promulguée le 3 juin. Le Gouvernement a aussi décidé dès avril 2014 d'un plan d'actions contre les filières djihadistes et la radicalisation.

En juillet 2016, on recensait plus de 5 000 signalements de radicalisation effectués depuis la création du numéro vert, qui ont permis d'empêcher de nombreux départs. Tous font l'objet d'un suivi spécifique. Le 9 mai 2016, un plan très complet de 80 mesures pour lutter contre la radicalisation et contre le terrorisme a été présenté, avec notamment la création d'un centre de réinsertion et de citoyenneté par région d'ici fin 2017.

Afin d'assurer la cohérence des actions de prévention en Seine-Maritime, l'État, le Conseil Départemental de la Seine-Maritime et la Caisse d'Allocations Familiales (CAF76) ont décidé pour l'année 2017 de coordonner leur intervention ;

Préambule :

Ce projet consiste à repérer les jeunes de 16 à 25 ans du territoire couvert par la Mission Locale de l'Agglomération Havraise, et leur proposer un accompagnement vers et dans l'emploi, facilitant les immersions professionnelles. Cet accompagnement innovant et intensif basé sur une philosophie faisant du travail et de la mise en situation professionnelle une modalité de qualification et d'autonomie pour les jeunes qui entrent sur le marché du travail, aura pour vocation à maintenir le jeune dans une dynamique permanente.

Dans le cadre de cet accompagnement, diverses compétences sont travaillées avec les jeunes et notamment celle de la prévention de la radicalisation et plus particulièrement par le biais d'actions collectives de prévention de la radicalisation auprès des jeunes publics (Prévention primaire) : ces actions ont pour objet de prévenir l'entrée dans un processus de radicalisation, qu'il s'agisse d'actions visant à sensibiliser les jeunes au processus de radicalisation, à développer l'esprit critique, ou à promouvoir le « vivre ensemble ».

Objectifs de l'action :

- Sensibiliser le public visé aux risques liés à la radicalisation
- Développer les sens de l'Engagement Citoyen et de la Laïcité
- Faire prendre conscience du « Vivre Ensemble » dans le respect de tous et des Lois qui régissent la vie en Société

Typologie du public accompagné :

Jeunes de 16 à 25 ans inscrits à la Mission Locale, pouvant être dans une situation de vulnérabilité et suivi principalement dans un dispositif d'accompagnement (Garantie Jeunes, PACEA,...) résidant sur le territoire d'intervention de la Mission Locale y compris en Quartier Politique de la Ville.

Examen et sélection des dossiers

La réponse comprendra :

- Le programme et les modalités pédagogiques
- Le ciblage des publics les plus exposés.
- Le caractère pluridisciplinaire de l'action (psychologique, éducative, etc.).
- La qualité des partenariats avec les autres acteurs locaux.
- La pertinence du dispositif d'évaluation
- Le nom et la qualité des intervenants
- Les couts complets
- Les résultats attendus
- La durée de l'action :

Critères de sélection

L'étude des propositions et la sélection du-es prestataire-s se fera selon les critères suivants :

- L'articulation entre l'approche et la qualité pédagogique retenue, le contenu et le calendrier d'intervention proposé : 60 %
- L'organisation et engagements en termes de résultats à atteindre : 20%
- Le coût : 20 %

HUMAINS EN ETAT DE MARCHE

- PREVENTION DE LA RADICALISATION -

Madame, Monsieur,

Dans le cadre de l'accompagnement des jeunes de 16 à 25 ans, du territoire couvert par la Mission Locale Le Havre Estuaire Littoral, la Compagnie Artistique « Le Temps Qui Sèche » développe une action collective de Prévention de la radicalisation auprès des publics jeunes. Cette action a pour objet de prévenir l'entrée dans un processus de radicalisation, de développer l'esprit critique et promouvoir le « vivre ensemble »

Ce questionnaire , élaboré par des jeunes de la Mission Locale Le Havre Estuaire Littoral, permettra d'établir les thèmes ainsi que le traitement des affiches, qui seront produites en début d'année 2018 et qui constituent la seconde étape de création de ce projet.

Ces questionnaires anonymes constituent un outil de travail nécessaire à la poursuite de ce projet.

Merci par avance de votre implication personnelle dans notre action citoyenne.

Question n°1 : Sexe ? HOMME ☐ FEMME ☐

Question n°2 : Votre tranche d'âge ? Entre 16 et 17 ans ☐ Entre 18 et 21 ans ☐ Entre 22 et plus ☐

Question n°3 : Quel est votre projet professionnel ? _____

Question n°4 : Vous habitez ? CHEZ VOS PARENTS ☐ EN COUPLE ☐ SEUL ☐

AUTRE ☐ Laquelle : _____

Question n°5 : Dans quel quartier de la ville habitez vous ? _____

Question n°6 : Pour vous, la famille, c'est ? TRES IMPORTANT ☐ IMPORTANT ☐ PEU IMPORTANT ☐

Question n°7 : Quel est le rôle de la famille ? _____

Question n°8 : Quelle est /quelles sont la/les personne(s) qui vous influence le plus ? _____

Question n°9 : Quels sont vos loisirs ? (Plusieurs réponses possibles) : SORTIES ENTRE AMIS(ES) ☐ SPORT ☐
ACTIVITES ARTISTIQUES ☐ JEUX VIDEOS ☐ Lesquels : _____
AUTRE(s) LOISIR(s) ☐ Lequel/lesquels : _____

Question n°10 : Quel genre de film regardez vous ? (plusieurs réponses possibles)
☐ HUMOUR ☐ DRAMATIQUE ☐ SCIENCE FICTION ☐ POLICIER ☐ HORREUR ☐ AUCUN ☐
AUTRE ☐ Lequel/Lesquels : _____

Question n°11 : Utilisez vous les réseaux Sociaux ? OUI ☐ NON ☐
Si oui, lequel/lesquels (Plusieurs réponses possibles) : FACEBOOK ☐ SNAPCHAT ☐ TWITTER ☐
INSTAGRAM ☐ AUTRE ☐ Lequel/Lesquels : _____

Question n°12 : (Si OUI à la question 10) Combien de temps passez vous sur les réseaux sociaux par jour ?
Durée : _____

Question n°13 : Comment suivez vous l'actualité ? PRESSE ECRITE ☐ TELEVISION ☐
RADIOS ☐ SITES D'INFORMATIONS - INTERNET ☐ RESEAUX SOCIAUX ☐ AUTRE ☐
Si AUTRE, lequel, lesquels : _____

Question n°14 : Avez vous déjà visionné une vidéo en lien avec les attentats ? OUI ☐ NON ☐
Si OUI, comment avez vous accès à cette vidéo ? PAR UN(E) AMI(E) ☐ TELEVISION ☐ TELEPHONE ☐
RESEAUX SOCIAUX ☐ AUTRE ☐ lequel/lesquels : _____

Question n°15 : Avez vous déjà partagé une vidéo, en lien avec les attentats ? OUI ☐ NON ☐
Si OUI, pourquoi ? _____
Si NON, pourquoi ? _____

Question n°16 : Quels sont les trois premiers mots qui vous viennent à l'esprit lorsque l'on vous dit TERRORISME ?
1er mot : _____ 2ème mot : _____ 3ème mot : _____

Question n°17 : Quelles sont, d'après vous, les raisons/les motivations des terroristes ? _____

Question n°18 : Connaissez vous le sens du mot radicalisation ? OUI ☐ NON ☐
Si OUI, quelle est votre définition : _____

Question n°19 : Pensez vous que l'environnement familial joue un rôle important dans la radicalisation d'un jeune ?
OUI ☐ NON ☐ Si OUI, pourquoi ? _____

Question n°20 : Avez vous déjà parlé des attentats chez vous ? OUI ☐ NON ☐
Si NON, pourquoi ? _____

Question n°21 : Avez vous modifié votre comportement, vos habitudes, après les attentats terroristes survenus en France ?
OUI ☐ NON ☐ Si OUI, comment ? : _____
Si NON, pourquoi ? : _____

Question n°22 : Avez vous déjà été approché par des personnes radicalisées ? OUI ☐ NON ☐
Si OUI, comment ? _____

Question n°23 : Connaissez vous les sites d'informations et de prévention de la radicalisation ? OUI ☐ NON ☐
Si OUI, lequel/lesquels : _____

Question n°24 : Seriez vous prêt à contacter des sites ou plateformes téléphoniques en cas de doutes sur le comportement d'un proche ? OUI ☐ NON ☐ si NON, pourquoi ? : _____

Question n°25 : Quelle est / quelles sont la/les cause(s) pour laquelle/lesquelles vous vous engageriez ? (plusieurs réponses possibles)
LA FAIM DANS LE MONDE ☐ DROITS DES ENFANTS ☐ VIOLENCES FAMILIALES ☐ DROITS DES REFUGIES ☐
PREVENTION DE LA RADICALISATION ☐ AUTRE ☐ laquelle/lesquelles : _____



LE SWEET QUI ENCEES



NOTES

PRÉVENIR LA RADICALISATION AUPRÈS DES JEUNES DE 15-25 ANS : GUIDE À L'USAGE DES ÉQUIPES D'ANIMATION

Septembre 2019

Laïque et indépendante, la Ligue de l'enseignement propose des activités éducatives, culturelles, sportives et de loisirs. Elle regroupe, à travers 103 fédérations départementales, près de 30 000 associations locales présentes dans 24 000 communes et représentant 1,6 million d'adhérents.

S'engager à la Ligue, c'est faire le choix d'une planète vivable, de sociétés ouvertes, généreuses et responsables.

S'engager à la Ligue, c'est apprendre par et avec les autres, faire vivre la convivialité et la fraternité.

S'engager à la Ligue, c'est construire de la solidarité et agir contre les inégalités.

S'engager à la Ligue, c'est prendre sa part d'une démocratie qui implique tous ses citoyens.

S'engager à la Ligue, c'est créer un lien entre des actes à la mesure de chacun et des combats à l'échelle de l'humanité.